

REVUE CANADIENNE

NOUVELLE SERIE
VOLUME XV

1915

JANVIER — JUIN



REVUE CANADIENNE

NOUVELLE SÉRIE

VOLUME XV

1915



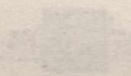
LA CIE DE PUBLICATION DE LA REVUE CANADIENNE
MONTRÉAL, Canada

REVUE CANADIENNE

NOUVELLE SÉRIE

VOLUME XV

1916



LA DE LA PUBLICATION DE LA REVUE CANADIENNE
MONTREAL, Canada

Nos Cinquante Ans



AVEC cette livraison, la *Revue Canadienne* entre dans sa cinquante-et-unième année. Elle compte, révolu, son demi-siècle ! Elle est, par conséquent, d'âge vénérable, et elle voudrait, pour une fois, brièvement parler d'elle à ses lecteurs.

Et d'abord a-t-elle bien cinquante ans, rien que cinquante ans ? Vous souvient-il de la fameuse question de savoir si le siècle nouveau commençait en 1900, ou en 1901 ? Quinze ans ont passé — non, c'est quatorze ! — et j'en connais qui discutent encore. Mais, pour la *Revue*, la chose se complique, ainsi que vous l'allez voir. Elle a paru à la lumière de ce monde en janvier 1864. En janvier 1865, elle avait un an et elle entra dans sa deuxième année... En janvier 1885, elle avait vingt-et-un ans, et elle entra dans sa vingt-deuxième année... De même en janvier 1915, elle a cinquante-et-un ans et elle entre dans sa cinquante-deuxième année... N'est-ce pas clair comme de l'eau de roche ? Eh ! bien non, elle n'a que cinquante ans et elle entre dans sa cinquante-et-unième année. Comment cela, me dira-t-on, sceptique ? C'est qu'elle n'a pas paru en 1880. Elle a dormi pendant un an. Ayant fait sa seizième année en 1879, elle ne fit sa dix-septième qu'en 1881.

Longtemps elle ne donna qu'un volume de 408 pages par année. De 1864 à 1880 d'abord, puis de 1881 à 1899, il en fut ainsi. Alors elle augmenta le nombre de ses pages, pour chaque livraison, et donna deux volumes par année. Bien plus, en 1903, elle en donna trois. Mais, surprise elle-même de son audace, elle revint à deux tout de suite. Depuis qu'elle est passée sous l'administration actuelle (1908) elle donne, chaque année, deux volumes de 576 pages. Et c'est ce qui expli-

que comment et pourquoi, avec cette livraison, si nous commençons notre cinquante-et-unième année, nous donnons le premier fascicule de notre soixante-et-huitième volume. Récapitulez : de 1864 à 1899 — en retranchant 1880 — cela donne, à un volume par année, 34 tomes ; puis, de 1899 à 1915, cela donne, à deux volumes par année, 32 volumes ; mais, il y en eut trois en 1903 ; soit donc 33 volumes ajoutés aux 34 de la période précédente ; et donc, puisque 34 plus 33 égalent 67, nous commençons notre soixante-et-huitième volume.

* * *

Avec son 67e volume — le 14e de la nouvelle série — la *Revue Canadienne* a par conséquent accompli le cycle de son premier demi-siècle. Ses finances ne lui ont pas permis de fêter ses nocés d'or. Mais il lui a semblé que l'occasion était propice pour parler d'elle et dire respectueusement à ses lecteurs qu'elle se permet de compter sur leur bienveillance.

L'histoire de nos cinquante ans serait intéressante à écrire et... à lire, pourvu que l'historien fut à la hauteur du sujet. Il y eut des jours d'enthousiasme, il y eut des heures sombres. Ainsi va la vie.

Au premier jour, en 1864, sur la liste de nos directeurs, je lis les noms de M. Napoléon Bourassa, président, de M. Joseph Royal, secrétaire, de MM. D.-H. Sénécal, A.-J. Boucher, E. L. de Bellefeuille, J.-L. Desrosiers, P. Letondal, J.-A.-N. Provencher. Au bout de six ans, en 1870, M. Joseph Royal est devenu président ; ses collègues sont MM. F.-H. Rainville, Joseph Tassé, J.-L. Desrosiers, A. Desjardins, F.-X.-A. Trudel, S. Rivard, L.-A. Jetté, B.-A.-T. Demontigny, G. Drollet, E. Prud'homme. En janvier 1875, MM. F.-A. Quinn et Oscar Dunn signent un *Avis au public* qui indique qu'un sang nouveau vient d'être inoculé au méritant périodique. Puis

c'est la crise et l'effacement de 1880. Le *prospectus* de janvier 1881 n'est pas signé, mais il affirme qu'on a l'intention de vivre et de bien vivre. C'est Benjamin Sulte, c'est Pascal Poirier, c'est Ernest Gagnon, c'est Joseph Royal encore, c'est Gustave Lamothe, c'est F.-X.-A. Trudel, c'est Séverin Lachapelle, c'est A.-D. Decelles, c'est Jules Tardivel qui tiennent la plume, et cela promet.

Mais comment poursuivre notre course à travers tant et tant de volumes ? En 1891, M. Alphonse Leclaire, qui faisait déjà partie du premier bureau de rédaction en 1864, devenait propriétaire de la *Revue*. En 1893, il en prenait définitivement possession. Pour maintenir sa publication, M. Leclaire dut faire appel à toute son énergie. Un peu partout, d'autres revues naissaient, qui vivaient souvent ce que vivent les roses, mais qui partageaient naturellement la clientèle plutôt restreinte de la catégorie de lecteurs susceptibles d'être atteints par une publication comme la nôtre. D'autre part, les journaux à grand tirage fournissaient de plus en plus, dans leurs suppléments et leurs reproductions, de la matière à lire. Les publicistes, mieux rémunérés ailleurs, faussaient souvent compagnie à la *Revue* confidente de leurs premiers essais. Bref, l'oeuvre devenait plus difficile. M. Alphonse Leclaire fit pourtant un succès de la *Revue Canadienne*. Elle lui doit quinze ans de vie soutenue et souvent glorieuse.

En 1908, la *Revue Canadienne* passait sous le contrôle d'un groupe de professeurs de l'Université Laval à Montréal, grâce à la bienveillance et à la générosité de Mgr l'archevêque Bruchési. Mgr Dauth, vice-recteur de Laval, est depuis ces derniers sept ans le président du Bureau de direction, qui compte, à part son président, six directeurs, tous professeurs à l'Université, et qui ont charge de l'administration et de la rédaction de la vieille *Revue* rajeunie.

Rien ne serait plus suggestif que de citer les principaux noms des collaborateurs de la *Revue* depuis cinquante ans. On verrait aisément que presque tous ceux qui ont tenu une plume au Canada français ont écrit chez nous et, très souvent, y ont débuté.

Voulez-vous un relevé rapide et pris comme à vol d'oiseau en parcourant nos listes d'anciens ? Voici, en suivant l'ordre alphabétique, les noms que je rencontre : T. A. Bernier (sénateur), B. de la Bruère (surintendant), Errol Bouchette, économiste, Napoléon Bourassa, et ses fils l'abbé Gustave et M. Henri, le journaliste et tribun, l'abbé Brosseau, l'abbé N.-P. Bruchési (Monseigneur), l'abbé F.-X. Burke, l'abbé H.-R. Casgrain, les deux MM. Chapais, M. J.-O. Chauveau (surintendant), les poètes Fréchette, Lemay, Chapman, Lozeau, Gill, Mme Laure Conan, M. DeBellefeuille, M. De Boucherville, M. Decelles, M. Delorimier, M. DeMontigny, M. De Nevers, M. Faucher de Saint-Maurice, M. Dionne, l'abbé Dugas, M. Oscar Dunn, M. Hector Fabre, les MM. Gagnon (Ernest et Alphonse), M. Alfred Garneau, M. Héroux, l'abbé Huard, M. S. Lachapelle, M. J.-B. Lagacé, le Père Lalande, M. Laurier (Sir Wilfrid), M. Edmond Lareau, M. J.-M. Lemoine, M. Alphonse Leclaire, M. Napoléon Legendre, l'abbé Lindsay, M. Thomas Loranger, M. P.-B. Mignault, M. Félix Marchand, l'abbé Nantel, M. Pascal Poirier, le curé J.-B. Proulx, l'abbé Provancher, M. L.-A. Prud'homme, Mgr Taché, M. J.-C. Taché, Mgr Raymond, M. le chan. Ouellette, Sir A.-B. Routhier, M. Edmond Roy, l'abbé Camille Roy, M. Joseph Royal — l'un des plus actifs ouvriers de la *Revue* avec M. Alphonse Leclaire —, M. D.-H. Sénécal, M. Benjamin Sulte, M. Joseph Tassé, M. Jules Tardivel, M. F.-X.-A. Trudel, l'abbé Tanguay, l'abbé Verreau...

Mais il est impossible de donner une pareille liste au complet. Ce que nous avons cité suffit pour bien montrer que

nos meilleurs écrivains ont honoré la Revue de leur collaboration. Je vais donc m'arrêter.

Notre liste actuelle de collaborateurs se lit comme suit pour 1914-1915 : Mgr Choquette, l'honorable Thomas Chapais, M. A.-D. Decelles, M. Benjamin Sulte, M. Ernest Marceau, M. le docteur Benoit, M. l'abbé Emile Chartier, M. le chanoine L. Cousineau, Mme Laure Conan, Mme Corinne Rocheleau, Mme *Jean Vernay*, M. l'abbé Hector Filiatrault, M. l'abbé J. Gouin, M. l'abbé Henri Jeannotte, M. l'abbé Etienne Blanchard, M. l'abbé Lionel Groulx, M. l'abbé Edmond Chartier, M. le juge Prud'homme, M. J.-C. Chapais, M. Luc Dupuis, M. le docteur A. Plouffe, M. Aegidius Fauteux, M. Antonio Perrault, M. Jean Flahault, etc., etc.

Plus que jamais la *Revue Canadienne* a bonne envie de vivre et de prospérer. Elle ne fait pas de bruit. Mais elle apporte, chaque mois, à ses amis une lecture saine, souvent attrayante et toujours utile. La chronique *A travers les faits et les oeuvres*, que signe tous les mois depuis quinze ans l'honorable Thomas Chapais est, je le crois avec beaucoup d'autres, ce qui se donne de mieux au Canada comme aperçu d'ensemble sur l'histoire contemporaine. Les directeurs de la *Revue* d'ailleurs ne laissent rien passer qu'ils ne jugent au point pour renseigner et intéresser leurs lecteurs.

Confiants dans l'appui de nos amis, nous entrons donc pleins d'espoir dans notre second demi-siècle d'existence, et c'est de tout coeur, qu'au nom du Bureau, au début de 1915, j'adresse à tous nos lecteurs, et d'abord à tous nos collaborateurs, nos meilleurs voeux pour l'an nouveau.

Pour la direction,

Elie-J. AUCLAIR,

Professeur à l'Université Laval,

Secrétaire de la Rédaction.

Avant l'Insurrection de 1837-38

LETTRES DE C.-O. PERRAULT

PEU de faits de notre histoire sont aussi incomplètement élucidés que les circonstances qui accompagnèrent la tentative de révolte de 1837-38. Très peu surtout ont été aussi mal interprétés. Aussi est-ce un devoir national de mettre en vive lumière tous les documents susceptibles de révéler l'état d'esprit de nos compatriotes à cette époque.

En ce sens, la *Revue Canadienne* a déjà fait quelque chose. Elle contribuait à éclairer cette période tourmentée de notre vie politique quand elle publiait, dans son numéro de février 1910, par la plume de son secrétaire, trois lettres du condamné Cardinal à son épouse. Elle y aidait encore en donnant comme primeur, en mai 1911, le chapitre inédit de Mgr Choquette.

Une étude récente, présentée par M. A.-D. Decelles à la Société Royale du Canada, lui fournit l'occasion de revenir à la charge. Il serait à déplorer que le manuscrit dont M. Decelles donna alors communication n'atteignît pas un public plus étendu. C'est pour prévenir ce dommage qu'à la suite du passionné chercheur nous allons converser avec l'un des plus ardents *patriotes* du temps, Charles-Ovide Perrault, député de Vaudreuil en 1835 et oncle de l'honorable Hector Fabre, l'ancien commissaire du Canada à Paris.

* * *

Ce Charles-Ovide Perrault, M. Decelles nous le présente d'abord comme " un jeune avocat plein de feu, d'une activité

inlassable. Tout en prenant une part active aux travaux de la Chambre, il trouve le temps de collaborer à *La Minerve* et au *Vindicator* publiés par son frère Louis ". L'avocat-député ne s'en tient pas là. " De jour en jour, durant les sessions à Québec, il écrit à son beau-frère Edouard-R. Fabre, libraire à Montréal, pour le tenir au courant de ce qui se passe dans la capitale. "

Au moral, Perrault fut un homme droit et d'une grande probité. Il mande un jour à son beau-frère: "Un tel et un tel m'envoient des lettres pour que j'en fasse payer le port par la Chambre. Ce n'est pas honnête, c'est voler la province. Dites-leur que je refuse." Sa bravoure éclate dans une autre lettre, écrite au même. " Je sais que je cours de grands dangers. C'est pour l'amour du pays; et c'est un sort glorieux que celui de mourir pour la patrie." La preuve que cette assertion ne s'inspirait pas d'un sentimentalisme échevelé, c'est qu'un an plus tard il tombait, au premier rang des *patriotes*, sur le champ de bataille de Saint-Denis.

Ces mêmes lettres, qui nous révèlent ses qualités morales, nous renseignent aussi sur ses idées et son action politiques. Elles projettent un certain jour sur la *température* de son entourage, sur le caractère des hommes influents de l'époque et sur les variations d'opinion de quelques-uns d'entre eux. Elles constituent à ce sujet un document d'autant plus expressif que Perrault y apparaît, " en ce qui concerne la direction du parti, comme le lieutenant et le confident de Papineau, le *whip* " du parti national; elles " reflètent donc les idées de Papineau, ses volontés et souvent ses colères ".
* * *

Pour les bien comprendre, il importe de situer, avec M. Decelles, leur auteur dans le cadre social où il se mouvait et écrivait.

En 1834, la Chambre avait envoyé à Londres les 92 résolutions. Dans cette énumération ampoulée de ses griefs se perdaient les trois réformes principalement sollicitées : l'élection par le peuple du Conseil législatif, l'administration par la Chambre de tous les revenus, la mise à sa disposition du domaine public. Le silence de Londres aurait peut-être soulevé l'orage immédiatement si une commission extraordinaire envoyée par la mère-patrie n'eût allumé à l'horizon politique une lueur d'espérance. Lord Gosford, nommé gouverneur, venait, avec les deux autres commissaires Gipps et Grey, "étudier l'état de la province".

La situation politique du groupe canadien y était on ne peut plus précaire. Nos représentants ne s'accordaient guère : pour le vote ou le refus des subsides, pour l'éligibilité du Conseil, le groupe de Québec et celui de Montréal se trouvaient toujours en opposition. Dans la rue les *patriotes* se heurtaient sans cesse aux *constitutionnels*. Enfin, il semble même qu'il ait existé une scission entre les partisans du chef Papineau.

Sur chacun de ces états d'esprit la correspondance de Perrault avec Fabre apporte des détails que l'histoire n'a pas le droit de négliger.

* * *

Et d'abord, elle nous renseigne sur les excellents procédés dont se servit Gosford, à son arrivée, pour se concilier le groupe français. En octobre 1835, Perrault écrit : " Le gouverneur est toujours en correspondance journalière avec M. Papineau et M. Debartzch qui vont aussi le voir. "

Ils vont le voir au château Saint-Louis où Gosford multiplie les fêtes mondaines pour les attirer. Une lettre du 22 décembre 1835 nous apprend quelle société y fréquentait ;

elle nous apprend surtout quels sentiments peu fraternels animaient alors Anglais et Français les uns envers les autres. " Hier soir, je suis allé au Château à 9 heures. J'y ai trouvé M. Viger. M. Debartzch y est venu ensuite. J'étais avec LaFontaine. Les autres membres invités et présents étaient Bédard et sa dame, Caron et sa dame, Power et sa dame. Les familles Sewell, Smith fournissaient un bon nombre des personnes présentes. *Les deux populations étaient distinctes et se tenaient comme les eaux du Saint-Laurent et de l'Ottawa ; elles coulent dans le même sens, sans se mêler.* Nous étions tous d'un côté et les autres de l'autre. Il y avait un autre appartement où l'on jouait aux cartes. La soirée s'est passée sans danse. La conversation roulait continuellement dans les différents cercles, et des rafraîchissements passés sur des cabarets offraient quelque variété. Le tout m'a paru assez peu significatif et je me suis retiré de bonne heure — 11½ — avec LaFontaine et la plupart des autres Canadiens. Johnny Duval, deux Panet et M. et Madame Perrault (greffier de la Paix) étaient présents. Ogden, Davidson, A. Hériot, les commissaires, Sir C. Grey et M. G. Gipps, avec un grand nombre de militaires étaient dans la salle. M. Debartzch a fait la partie de whist avec les commissaires. Le gouverneur allait continuellement d'un côté et d'autre, cherchant à amuser son monde. Aucun de nous n'avons fait de la politique, ni n'en avons entendu faire. On parlait hier soir de la nomination d'Elzéar Bédard, comme juge; ce matin, on mentionnait Gogy. Je ne crois pas à ces nouvelles. Personne hier soir n'en a parlé au château. Bédard y a dîné avec sa dame et il paraît en bonne odeur avec le gouverneur et les commissaires. Sa *mollesse* lui vaut sans doute cela. "

La lettre du 10 janvier 1836 décrit la physionomie de ces réunions elles-mêmes plutôt qu'elle n'apprécie le caractère des participants: " La Chambre s'est ajournée à 8½ et ce

n'est qu'à 10 heures que Scott et moi nous sommes rendus au château. M. Papineau, LaFontaine, Scott, Bardy, Meilleur, Blackburn, Moore étaient du nombre des membres présents. Les quadrilles, waltz et contredanses se sont succédé depuis 9 heures jusqu'à 6 heures ce matin. J'en suis parti à 2 heures. Je me suis amusé à rôder, à voir — à faire la partie de cartes — la conversation avec M. Debartzch, M. Papineau, M. Blackburn et autres. Enfin, j'ai tiré parti des quatre heures que j'ai dépensées dans cette compagnie. Les invités étaient de toutes les nuances politiques, Lord Gosford, d'une extrême politesse. Les Commissaires ne sont pas demeurés longtemps. Lord Gosford est sorti vers minuit ou une heure, M. Papineau à peu près dans le même temps. Pendant le bal, vers 11 heures, l'on descendait par pelotons pour le souper. Viandes — vins — café — fruits — et pâtisseries en abondance. La chambre était garnie de pavillons appartenant à la milice canadienne. Les ornements étaient tous militaires et très jolis. Le tout s'est bien passé."

Pour gagner son monde plus sûrement, Gosford allait, dit M. Decelles, " jusqu'à prendre part aux réjouissances populaires de la Sainte-Catherine ". Et Perrault de confirmer ainsi : " Le Gouverneur viole toutes les petites formalités ordinaires ; il les met de côté lorsque nous allons chez lui. Cet après-midi, je me suis trouvé sur trois messages différents et chaque fois c'était un accueil superbe à tous les membres qui les composaient. Des conversations familières et des poignées de main font disparaître l'étiquette suivie jusqu'ici avec beaucoup de scrupules. Je suis sûr que l'entourage tombe du haut-mal en voyant toutes ces amitiés. Ne craignez point pourtant que nous en soyons la dupe : chat échaudé craint l'eau froide."

De pareils agissements, on le devine, n'étaient pas pour plaire à tout le monde. Les tories de Québec et de Montréal déversaient contre le gouverneur leur bave dans la *Gazette* et

le *Herald*. Leurs injures ne semblent pas lui inspirer la crainte de se compromettre auprès du gouvernement anglais. Perrault en donne la raison, dans sa lettre d'octobre 1835 : "Lord Gosford est un homme d'un tempérament extrêmement uni; il est difficile de le faire fâcher, et c'est à cette cause que j'attribue sa patience sur toutes les insultes qu'on lui a faites."

La bonne opinion qu'entretenait Perrault sur le compte du nouveau gouverneur ne fut pas démentie par la conduite que celui-ci tint à l'égard des tories ou *constitutionnels*. "Tirailé en sens inverse par les amis des soldats de Montréal et par ceux de Papineau, Lord Gosford ne sait où donner de la tête", constate M. Decelles. A la fin, Papineau l'emporta. Ce fut un triomphe partiel et éphémère pour les patriotes que l'ordre donné par Gosford aux huit cents insurgés de se débander. Mais, en fait, on craignit assez longtemps qu'il ne cédât devant les fanatiques. Dans sa lettre du 16 décembre 1835, Perrault confie à son ami ses impressions sur cet incident : "MM. Papineau et Leslie viennent d'avoir une entrevue avec le gouverneur sur l'armement des 800. Lord Gosford paraît prendre la chose au sérieux et a dit à ces Messieurs qu'il avait donné ordre au procureur général, M. Ogden, de se trouver à une heure aux bureaux publics. On suppose que c'est pour lui demander quelle est la loi sur cette question et à quelle poursuite ces gens s'exposent. Ce qu'il y a de certain, c'est que les chefs pourront en souffrir, s'il est découvert qui ils sont, et il est probable qu'une poursuite sera dirigée contre le *Herald* et les autres journaux pour l'annonce avec les armes royales en tête. Le gouverneur a remarqué *that he was abused this morning in a newspaper because he called a Notary, Esquire, instead of gentleman*. — Il a demandé qui avait écrit cela; "Thom", a répondu M. Leslie. "Oh, dit-il, c'est celui qui correspond avec moi sous la signature de "Camillus". Lord Gosford paraît choqué de leurs injures et ouvre

un peu les yeux à la fin sur les insultes qu'on répète à chaque instant. Ces pauvres constitutionnels se cassent le cou en suivant la marche qu'ils ont commencée. — P. S.—3½ p. m. M. Leslie m'assure que le gouverneur est bien disposé et que tout ce qu'il cherche, c'est de mettre la main sur les grosses perruques pour les abattre. Je crois pourtant qu'il sera arrêté dans sa marche par Ogden qui va sans doute de suite écrire à ses amis à Montréal et chercher à divertir (*sic*) les coups. N'importe ce qui arrive, Lord Gosford vient de faire preuve de quelques bonnes dispositions. ”

Malgré les discrètes réserves contenues dans cette lettre, on peut dire qu'en somme Papineau, Perrault et leurs amis avaient confiance dans la fermeté et l'esprit de justice de Lord Gosford.

* * *

Ils avaient moins de confiance dans le groupe des députés de Québec : Elzéar Bédard, Caron, Dubord, Berthelot, Etienne Parent, Huot. C'est par le refus ou le vote des subsides que l'opposition entre les deux éléments se manifesta surtout. Dans une lettre du 23 février 1836, Perrault marquait ainsi les positions : “ Maintenant, quant aux grandes questions, il n'y a rien de résolu encore. Nous sommes un petit nombre pour refuser tout subside — un bon nombre pour les voter avec conditions et enfin d'autres, sans conditions. Pour le refus, opinent MM. Papineau, Neilson, O'Callaghan, Besserer et autres. Pour le vote avec conditions, MM. Viger (Denis et Louis M.), Cherrier, Morin et autres. Pour le vote sans conditions, MM. Debartzch, Bédard et ses amis de Québec.”

Perrault ne ménage pas les expressions du mépris qu'il ressent à l'égard des *lâcheurs*. “ Ils jaloussent Montréal. Ce sont des faibles, des mous, des poules mouillées.” “ Ils croient

—les fous!—, parce qu'ils sont à côté de lui, qu'ils sont aussi grands que lui." En taxant de folie l'opposition faite à Papineau par le groupe québécois, Perrault ne songe pas que "tous les députés de Québec désirent bien, comme Papineau, voir le ministre des colonies faire disparaître les griefs dont on se plaint depuis si longtemps ". Mais ils n'entendent pas "qu'il faille tout casser pour forcer Downing Street à se rendre aux désirs des *patriotes* " ou "refuser de nouveau les subsides au gouvernement ". Ils savent d'ailleurs que ce moyen déjà tenté " n'a eu pour résultat que de mettre les fonctionnaires publics dans l'embarras et de gêner les services administratifs ".

Parce qu'il méconnaît d'avance ces observations si justes de M. Decelles, Perrault multiplie les objurgations contre ses adversaires. La lettre du 26 octobre 1835 est explicite à cet égard. " A Québec, nous avons vu quelques membres; il y a toujours des *mous*. Bédard se félicite de son vote avec la minorité dans la session dernière. C'est pitoyable. Ces molleses (*sic*) parlent même de s'opposer à ce que la Chambre sanctionne les procédés du comité aux Trois-Rivières. Ils nous préparent des misères, mais j'espère que les vaines frayeurs de certaines gens seront méprisées. -- M. Papineau est allé voir le gouverneur ce matin, et il a été bien accueilli, et mis au courant de bien des secrets. C'est tout ce que je puis dire aujourd'hui. Le vent ne paraît pas mauvais. Cependant attendons ! "

Celle du 19 novembre suivant ne l'est pas moins: " J'avais écrit que l'on attendait de l'opposition de la part de Vanfelson et autres sur les résolutions concernant M. Roebuck (il s'agissait de le nommer agent de la province à Londres). Le soir de la discussion, Messieurs Vanfelson et Bédard n'ont pas paru; ils savaient qu'ils se trouveraient dans une pitoyable minorité. Dans le cours de la journée de mardi, pourtant, ils avaient préparé des amendements, mais n'ayant pas de prosé-

lytes, ils ont prévu qu'ils se tueraient s'ils venaient faire guerre ouverte. Ils ont demeuré chez eux. Hier soir, cependant, Vanfelson a voté avec nous et M. Morin a soumis une motion pour nommer un comité qui réglerait comment on communiquerait avec M. Roebuck. Les membres de Québec continuent à jalouser ceux de Montréal; ils font et créeront de la division. C'est pitoyable, mais que faire ? Ce pauvre Bédard est une vraie poule mouillée ! Il est mou au dernier point. ”

Il revient encore à la charge dans la lettre du 15 février 1836 : “ Hier soir, nous avons eu une petite réunion chez Lemoine où logent plusieurs membres. Morin opine toujours fort pour le vote avec conditions; il trouve que c'est pour nous gagner du temps. Et quoique nous ne soyons pas plus avancés au bout de douze mois, néanmoins il croit que nous pourrions nous préparer dans l'intervalle et faire pour le mieux. Il était seul de son opinion hier soir. M. Papineau est arrivé du Haut-Canada. Malheureusement, Bleury est arrivé dans ce moment, et comme on le compte parmi les faibles, pour prévenir une discussion ultérieure, j'ai proposé que l'on partît. Il y avait du danger à parler devant lui, car il faisait partie du caucus chez Caron l'autre soir. Nous sommes partis, mais le Dr Nelson nous dit qu'ils ont chauffé Bleury après notre retraite, et l'ont réduit à ne rien dire. Ils espèrent le gagner. J'en doute. Il est comme Archambault qui a attendu samedi que la 1ère division eût lieu pour ensuite voter avec la majorité. Ce sont des poules mouillées en qui on ne peut placer confiance. — Il y aura probablement de la discussion ce soir. Cependant, ce sont les jours gras, et les faibles aiment leurs ventres. Il est possible qu'ils s'amuse à faire de la gourmandise. Rien de définitif n'est arrêté. Tout est en suspens. Il faut néanmoins en venir à une conclusion. Des résolutions sur l'état de la province sont prêtes : elles sortent de la plume de M. Papineau. Morin a fait une fameuse réponse à Bédard

samedi, et a parlé mieux que dans aucune occasion précédente. Il y avait plusieurs dames présentes; c'était peut-être un stimulant pour notre ami. On comptait une de ses anciennes belles parmi les auditeurs. Voyez ce que peut faire l'amour."

On ne saurait être plus gentil pour des gens qui n'ont que le tort de ne pas penser comme soi ! Et pourtant le même Elzéar Bédard, que l'épistolier condamne si durement, devait, après la mort de Perrault, "refuser de reconnaître, en tant que juge, la proclamation de la loi martiale, accorder à des prisonniers politiques le privilège de l'*habeas corpus* et s'attirer par là une suspension de ses fonctions" !

* * *

Mécontent du groupe de Québec, Perrault l'est tout autant des journalistes. Sans doute *La Minerve* éprouve d'assez fréquents accès de violence; au gré du correspondant, sa colère ne s'élève pas encore suffisamment. *Le Canadien* surtout provoque ses foudres; c'est du vitriol, non "de l'eau et du lait", que le journal devrait verser sur l'ennemi politique. A son sujet, Perrault écrit en février 1836 : "Nous sommes indignés ici contre *Le Canadien* qui se conduit très mal. Vraiment notre ami Parent aurait besoin d'être tancé de la belle manière pour agir de la sorte ! Il fera suspecter ses motifs, ne fera rien de bon. Voilà ce qu'il gagnera."

La Minerve et son rédacteur Duvernay auront leur tour bientôt. Le 29 du même mois, après avoir fustigé de belle façon les réfractaires de Québec, le lieutenant de Papineau s'exprime en ces termes : "Je m'attends à une attaque du *Canadien* ce soir. Dites à Duvernay de ne pas faire le mou dans la réponse que je lui enverrai. Il est temps que ces poules mouillées ne nous mènent plus."

La sortie contre Duvernay tombait d'autant plus à faux que les articles dirigés par le journal contre les juges valaient

à son propriétaire, presque à cette même époque, un emprisonnement de trois mois !

* * *

Si Perrault eût été moins prévenu, il aurait compris que la mésintelligence entre les deux groupes de la députation comme entre leurs organes provenait de la conduite de Papineau lui-même. Ses lettres témoignent du découragement du grand chef, de son affaiblissement tout au moins.

Sans doute, en parlant de la discussion sur l'éligibilité du Conseil législatif, Perrault semble reconnaître au vieux lion sa vigueur de jadis. Il ne se rend pas même compte que la qualité de président de la Chambre imposait à Papineau, d'après la discipline anglaise, l'obligation de se renfermer, à l'égard des deux partis, dans une réserve absolue. Ebloui par le prestige du maître, il le compare à Jupiter : " Le conseil nous est plus hostile que jamais. Aujourd'hui M. Papineau *tonne* pour la première fois cette session ; il a commencé il y a deux heures. "

Dans d'autres lettres cependant, alors que l'admiration ne l'aveugle plus, sa chanson change d'allure : Papineau y apparaît fatigué, dégoûté, à tel point qu'il serait prêt à voter les subsides. Il les voterait si seulement on voulait nommer juge, non pas Bédard, mais Vanfelson qui lui était bien inférieur par les talents. La réalité de la tendance du chef à cette inexplicable concession ressort de la lettre du 5 janvier 1836 : " M. Papineau ne va pas aussi souvent au Château que ci-devant. Il laisse le gouverneur à lui-même. Il nous disait ce matin encore qu'on intriguait fortement en faveur de Hamel comme Juge. C'est fâcheux, disait-il, que lord Gosford ne nous donne point un prétexte de lui voter des subsides en faisant une bonne nomination. M. Papineau paraît croire que Vanfelson devrait être nommé. Il s'appuie sur bien des raisons pour croire

que la nomination de Vanfelson ne serait pas très mauvaise et devrait être celle de L. G. ”

* * *

Est-ce le fléchissement du chef qui influe sur ses partisans? Dans la lettre du 23 février 1836, Perrault constate que ceux-ci ne s'accordent plus guère entre eux, que le maître a perdu sur eux son emprise : “ Vous verrez par les procédés inclus dans quelle passe nous sommes. Avec une majorité précaire de 3, nous ne pouvons réussir, sans le secours de nos collègues. Ainsi, il faudrait que le Dr Nelson et M. Joseph Roy fussent ici dimanche soir. Il faudrait écrire à M. Lacoste de descendre avec eux, ainsi qu'à Scott. Ce n'est pas tout que de résoudre un vote de 6 mois de salaire; il y a plusieurs échelles ou degrés par lesquels il faut que la mesure passe et sur tous ces degrés nous éprouverons de l'opposition, et un accident donnera à nos adversaires une majorité contre nous. Si M. Roy et M. Nelson veulent prouver leur respect pour les principes, c'est le moment. Le pays réclame leur présence. — Vous savez en outre qu'en comité, nous avons la voix de M. Papineau et qu'en Chambre nous ne l'avons pas. Clapham est le président du comité; en Chambre, il pourra voter et il votera contre nous. Ainsi nous serons 36 à 25. Jugez de notre position. Est-il possible que dans les circonstances critiques où nous sommes, nous ayons été désertés par des amis du bien public? Passe qu'un s'éloigne, mais si les piliers fléchissent, qu'allons-nous devenir? ”

Il semble bien découler de ce texte, comme le fait remarquer M. Decelles, “ que, lorsqu'ils sont loin de l'oeil du maître, les députés patriotes répugnent aux moyens violents, mais qu'en sa présence ils plient sous sa poigne énergique ”. Perrault l'insinue encore ailleurs: “ Ce sont des mous. Voilà pourquoi ils se montrent si malléables sous la main impitoyable de Papineau. ”

Cette lutte, qui dura jusqu'à la fin entre Papineau et ses partisans, fut marquée par des alternances constantes. A la courte session d'août, on avait résolu en conciliabule de voter les subsides; peu de jours après, on fait volte-face. Perrault mentionne, dans sa lettre du 8 mars 1836, la cause probable de ce retour d'opinion. " Hier 5 à 600 citoyens sont allés présenter une adresse signée par 722 à M. Papineau, qui a répondu et *de bouche* par un discours. La minorité est au désespoir. "

Les subsides furent donc refusés une quatrième fois. On connaît le résultat: les résolutions Russell autorisèrent le gouverneur à se passer de l'assentiment des Chambres pour disposer des fonds de la province, sur quoi M. Decelles fait observer avec raison " qu'à Londres et à Québec on était sorti du droit pour essayer les expédients ".

* * *

La correspondance de Perrault, telle du moins que l'a communiquée M. Decelles, s'achève sur cette pseudo-victoire. Elle nous révèle en lui l'un de ceux qui avaient davantage l'oreille du grand chef. Nous découvrons en même temps que son admiration pour le maître le rendait un peu aveugle à l'égard des dissidents du parti. Sa dureté à leur endroit n'a d'excuse que l'immense amour dont il brûlait pour son pays. Il devait en donner une preuve tangible en affrontant et recevant la mort sur les champs de Saint-Denis.

Emile CHARTIER,

Professeur à l'Université Laval.

POST-SCRIPTUM. — On lira sur C.-O. Perrault les notes recueillies par M. L.-O. David, dans *Les Patriotes de 1837-38* (pp. 170-170h).

Nous annexons aux révélations de M. Decelles un texte que nous avons découvert dans les papiers de feu le docteur Edmond Paradis, médecin à Coaticook et originaire de Saint-Denis. C'est une chanson satirique, inédite pensons-nous, d'inspiration antirévolutionnaire et composée évidemment par un partisan du *statu quo*. L'écriture suffit à attester que nous avons bien entre les mains un original de l'époque (1842). Nous en conservons l'orthographe et n'y ajoutons que la ponctuation.

SUR LE TRIOMPHE DE TRACEY ET DE DUVERNAY

(Sur l'air de *La Marseillaise*)

Allons ! Enfans de la patrie,
Le jour de gloire est arrivé ;
D'une trop longue tyrannie
Le sceptre de fer est usé (*bis*).
Entendez-vous tomber les chaînes
Des deux braves concitoyens ?
Le remords brise leurs liens.
Liberté ! tu nous les ramènes !

Campagnards, citadins, formez vos bataillons !
Partons ! Marchons ! Qu'un peuple entier suive nos pavillons !

Voyez quelle pompe s'apprête
Pour célébrer un si grand jour !
L'anarchie entière est en fête,
Au souvenir de leur retour (*bis*).
On part, on court, on a des ailes.
Malgré la rigueur des autans,
Troupeaux de vieilles et d'enfans
Encombrent toutes nos ruelles.

Campagnards, citadins, etc.

Venez célébrer leur mémoire,
Grands politiques journaliers !
Mais, de peur de noircir leur gloire,
Débarbouillez-vous, charbonniers (*bis*) !
Cependant, gardez-vous de croire
Qu'on dédaigne vos noirs chariots !
Non ! Ils traîneront nos héros
Aussi bien qu'un char de gloire.

Campagnards, citadins, etc.

Vous que de hautes destinées
 Tiennent enchaînés sur nos toits,
 En ramonant nos cheminées,
 Dites, au moins cent et cent fois (*bis*) :
 " Vive notre démocratie !
 " Patriotes cabaretiers,
 " Vivent ramoneurs, charbonniers,
 " Nobles champions de l'anarchie ! "

Campagnards, citadins, etc.

Mais, peuple souverain, silence !
 Voici venir tes défenseurs.
 Fais tonner ta mâle éloquence,
 Grêler tes coups de poing vainqueurs (*bis*) !
 Peins la liberté, ses miracles ;
 Voilà ses martyrs parmi nous.
 Qu'ils ne pensent plus aux verrous
 Et soient sans cesse nos oracles !

Campagnards, citadins, etc.

Enfin le drapeau tricolore
 Vient se déployer à nos yeux !
 Sur ce sol va-t-il donc encore
 En héros transformer des gueux ? (*bis*)
 N'en doutons point ! Qu'on se rallie
 Sous ce drapeau ! Ce guet à pens,
 Qu'il réunisse — il en est temps —
 Les vrais enfans de l'anarchie !

Campagnards, citadins, etc.

Mais, si notre réjouissance
 Signale leur heureux retour,
 Notre vive reconnaissance
 Leur d(r)oit un tribut en ce jour (*bis*).
 Ce n'est point assez des culottes
 Dont nous couvrîmes leurs bas fonds :
 Présentons-leur des médaillons
 Qui nous rappellent leurs menottes !

Campagnards, citadins, etc.


Promenez de ville en village
 Tracey, Duvernay, Papineau,
 Morin, Lafontaine, Bourdage,
 Létourneau, Boissonneau, Mousseau !
 Que de ces grands noms toute bouche
 Publié en baillant les hauts faits !
 Qu'en leur honneur tous nos mousquets
 Fassent péter une cartouche !

Campagnards, citadins, etc.

“ Choses vues ”

A PROPOS DE LA GUERRE D'EUROPE

II

A première série de “ Choses vues ” — que nous avons publiée dans notre livraison de décembre 1914 — allait du 1er août au 2 octobre. Celle-ci va du 10 octobre au 19 novembre. Plusieurs de nos lecteurs ont bien voulu nous dire qu'ils y avaient pris un très vif intérêt. Nous n'en sommes pas surpris. Les dépêches de la *Presse associée* et les journaux de France et d'Angleterre, dont tous nos quotidiens donnent de larges extraits, nous tiennent sans doute au courant des péripéties de la terrible guerre qui sévit en Europe. Mais ces “ Choses vues ”, que signent pour nous — ou presque — ces distingués amis qui s'appellent Desgranges, Thellier de Poncheville et Ardant, ont un mérite tout spécial, à part celui de l'inédit au Canada : ces tableaux simples et pris sur le vif, qui sont comme de la petite histoire en marge de la grande, nous font mieux connaître l'âme de la France. M. le chanoine Desgranges, qui nous adresse ces notes si vivantes et si intéressantes à la date exacte du 22 novembre, se dit heureux de “ paraître ” dans notre *Revue Canadienne*. “ Je m'occupe désormais de ces “ Choses vues ”, écrit-il, avec un intérêt double, parce que je sais par vous l'agrément que les chers Canadiens y veulent trouver”. En effet, M. le chanoine peut en être certain, le *journal* de la guerre, qu'il a l'attention délicate de communiquer de première main à nos lecteurs, nous ferait davantage aimer la France et désirer pour elle la victoire finale et dé-

finitive... si, pour nous, Canadiens, il était possible d'aimer encore plus la France que nous l'aimons ! Disons simplement que les menus faits héroïques, que nous racontent nos distingués collaborateurs de Limoges, sont un aliment précieux jeté au feu de cet amour du Canada pour la France qui nous tient tant au coeur, et, sans plus, passons la plume aux rédacteurs du *Petit Démocrate*.

(E.-J. A.)

AUX AVANT-POSTES. — 10 octobre. — Hier nous sommes allés aux avant-postes, quinze brancardiers, un major et l'aumônier avec trois voitures d'ambulance. Par bonheur il n'y avait pas un seul blessé à relever et nous passâmes un après-midi fort agréable. D'abord, visite à notre ami le capitaine d'artillerie. Il est toujours installé dans son "trou" recouvert de branchages et c'est de là qu'il téléphone à sa batterie, d'après les renseignements que lui passe l'officier observateur. — Eh bien, mon capitaine, avez-vous fait de bonne besogne?—Mais oui, M. l'aumônier. Hier nous avons démoli une batterie d'obusiers.—Je ne prolonge pas la conversation parce que je vois des lettres entre les mains du capitaine. Les nouvelles du pays ! Comme on les dévore !

Quelques centaines de mètres et visite aux braves artilleurs. Ils sont installés sous bois, leurs pièces soigneusement couvertes de feuillages. Je défie bien l'avion allemand qui nous survole de découvrir l'emplacement de la batterie. En attendant le coup de téléphone qui fera parler le 75, nos artilleurs font une manille. Ils s'interrompent pour me raconter avec complaisance les dangers courus, les bordées envoyées aux Boches. On parle aussi du pays, des familles qui prient pour les absents, et la conversation prend bien vite

un tour religieux. Attention, l'ordre arrive et les braves “ porte-cigares ” commencent à tonner. Je passe maintenant à l'infanterie. Le régiment qui vient d'arriver a des goûts d'architecture. Il cherche à s'installer confortablement. On creuse le sol argileux. Des cabanes recouvertes de branchages et de terre glaise seront des abris efficaces contre les schrapnels, voire contre les éclats d'obus, sûrement contre le froid et la pluie. Il est même question de cuire des briques pour élever des cheminées. L'ingéniosité du troupier français se révèle dans tous ces détails d'organisation. Et si vous saviez quelle bonne humeur, quelle jolie espièglerie embellissent toutes les conversations ! Je pense aux cadets de Gascogne pendant le siège d'Arras et je rappelle à ces méridionaux quelques vers de Cyrano.

Mais j'ai trouvé mon maître en fait de citations. Le colonel D... m'invite à prendre le thé avec lui et quelqu'un de ses officiers. Ce glorieux mutilé (il a perdu le bras gauche au Tonkin) m'étonne par sa culture littéraire. Il me récite de longs passages de l'Enéide et même de l'Iliade et nous travaillons ensemble à reconstituer la ballade des pendus et la prière de Villon pour sa mère “ povrette et ancienne ”. Le commandant P... nous donne gaiement la réplique ; il cite moins, mais toujours avec finesse et humour et le sourire ne quitte pas son visage balafré qu'une balle allemande a traversé du nez à l'oreille.

Vous voyez d'ici le tableau et vous devinez le charme de cette causerie autour du feu de bivouac, par cette fin de jour, dans le bois qu'octobre a déjà quelque peu dépouillé. Le colonel, nerveux et agile, se lève à tout instant pour donner un ordre, accueillir une estafette, répondre à son secrétaire qui ouvre le courrier. Le lieutenant I..., un charmant attaché à la banque de France, remplit nos “ quarts ” et nous passe la “ cassonade ”. Le médecin-major peste contre l'hu-

midité. Le capitaine sourit dans sa moustache. — Et moi je regarde le drapeau du régiment, enfermé dans sa gaine de cuir, appuyé contre un arbre, à côté de la cantine du colonel.

VISION D'HORREUR. — 13 octobre. — Quelle vision d'horreur ! Je ne l'oublierai jamais, et je ne parle que pour mémoire de l'odeur qui se dégageait de ce lieu de carnage, car c'en fut un. Il fallait naturellement identifier tous ces cadavres, enlever leur plaque d'identité et les fouiller (nous coupions les poches), ensuite les placer sur des civières improvisées et les déposer dans de grandes fosses communes de dix mètres de long, deux de large et autant de profondeur ; nous les plaçons sur trois rangées superposées sur lesquelles on jetait de la chaux. Quelle triste besogne ! Nous avons opéré ainsi pendant trois jours et demi et nous en avons assez. Car, ai-je besoin de vous le dire, ils étaient dans un état de putréfaction assez avancé ; d'ailleurs, ils étaient tous noirs. Mon rôle se bornait à prendre les médailles d'identité, recueillir papiers et notes qu'ils avaient sur eux. Tout cela était mis dans un petit sac spécial individuel.

LES PLAISIRS DE LA TRANCHÉE. — 13 octobre. — Je veux vous écrire une longue lettre, mais auparavant laissez-moi m'installer confortablement dans mon coin de tranchée, car, vous ne l'ignorez pas, depuis quelque temps déjà nous passons notre temps à occuper des trous, à en faire, à en sortir pour en occuper d'autres, et ainsi de suite jusqu'à la fin. De temps à autre, nous nous divertissons en canardant quelques Boches. Puis, à d'autres moments, c'est à notre tour d'endurer les angoisses du bombardement. A ces moments-là, écuelles (obus de campagne allemands de 77mm.) et marmites (gros obus d'artillerie lourde) nous tombent dur sur la *cafetière* et nous nous blottissons le long de nos abris, silencieux, op-

pressés, quelques-uns tremblants, et nous attendons, non sans impatience, que le beau temps soit revenu. Durant nos moments de loisir, nous piochons (je suis devenu bon du reste pour le métier de terrassier), nous jouons aux cartes, nous jouons même des apéritifs, buvables seulement en cas de vie, car à chaque instant nous risquons de recevoir quelques biscayens. Et ce qui serait grave pour un manilleur, ce serait de voir la manille d'atout coupée par un obus !

ATROCITÉS ALLEMANDES. — De ce qui fut la coquette petite ville de G..., il ne reste plus rien; la férocité de ces bandits s'est exercée jusqu'à la dernière limite; ils n'ont rien respecté, pas même les femmes. Ils avaient abandonné puis repris la ville. Au retour, toutes les maisons qui n'avaient pas été bombardées ont été incendiées. Les quelques habitants qui restent nous font des récits qui font pleurer de rage. Une mère a vu ouvrir le ventre de sa fille aînée enceinte, et violer la jeune de 16 ans par cinq Bavaois. Une dame dont le mari est à la frontière me raconte : “ Le premier jour de leur arrivée ils ont vidé toutes les caves, tous étaient ivres. Le soir, ils m'ont obligé de monter avec eux dans ma chambre; puis il a fallu me mettre à table; on versait le champagne et on me forçait à boire ; au deuxième verre je refuse; alors, à chaque tournée on remplissait mon verre, et, au refus de boire, un gros rouge à l'air féroce me lançait le contenu à la figure. Puis ils ont fait monter mon enfant de 14 ans, ont fait sa toilette devant moi, l'ont peignée, caressée et sans aller plus loin sont partis à l'appel d'un des leurs. ” Tout cela dit sans une larme; ils ne peuvent plus pleurer !

ILS EN ONT ASSEZ. — 14 octobre. — J'ai vu ce matin un capitaine d'infanterie qui avait fait prisonnier un sergent bavaois parlant fort bien le français. Ce sous-officier fit des

révélations intéressantes sur l'état d'esprit de ses compatriotes. Ils sont lassés de la guerre, furieux contre les Prussiens qui les mettent toujours en première ligne, démoralisés enfin. De ce fait, le sergent prisonnier demande la permission de s'absenter une demi-heure, donnant sa parole de soldat de ne pas chercher à s'évader. Et il revient exactement... avec 40 soldats bavarois qui sollicitèrent la faveur de rendre leurs armes aux Français.

ROME ET LA FRANCE. — *15 octobre.* — Alors que je faisais mes 17 jours au camp de Caylus, je fus fort édifié par un sous-lieutenant qui suivait à Caylus la procession de la Fête-Dieu. Bon nombre de soldats regardaient ce spectacle. L'un d'eux, voyant le lieutenant les genoux dans la poussière alors que sonnait l'élévation, s'écria : " Mais c'est une honte de voir ainsi des officiers qui servent deux maîtres : Rome et la France ! Ils devraient opter pour l'un ou l'autre. " L'insulteur qui parlait ainsi est un Limousin, je crois. L'insulté est l'officier dont je vous parle, qui a été cité à l'ordre de l'armée et proposé pour la Légion d'honneur, mais qui recevra là-haut de plus grandes récompenses—car il vient de mourir en héros sur le champ de bataille. Il s'appelle l'abbé Huftier, vicaire à Figeac, et a montré comment l'amour de la France se fortifie dans un coeur sacerdotal par l'amour de l'Eglise.

L'ENTERREMENT DU PETIT BASQUE. — *19 octobre.* — On enterre, ce matin, un petit Basque, mort à l'ambulance, des suites d'une amputation. Il avait la tête ronde, des cheveux crépus, les yeux très noirs, des joues et des lèvres d'enfant. Il est peut-être mort sans avoir compris que sa jambe avait été coupée ! Pour lui faire entendre le français, il fallait employer des mots simples et les prononcer distinctement. Une dame du voisinage venait converser avec lui en langue basque et

c'était, pour cet enfant mortellement blessé pour la grande patrie, une vraie joie d'entendre prononcer des mots qui évoquaient la petite patrie pyrénéenne. Comme il était aimable et doux et qu'on le soignait déjà depuis plusieurs semaines, sa mort a causé un vif chagrin.

La cérémonie des obsèques a été des plus touchantes. La salle de gymnastique des normaliennes est convertie en chapelle mortuaire. Au fond, des rideaux blancs tapissent le mur. A droite, une table revêtue de linge blanc, avec un Christ et deux chandeliers. Au milieu, une petite estrade sur laquelle est déposé le cercueil, enveloppé d'un drapeau tricolore, avec tout autour des fleurs et des couronnes.

On remarque dans l'assistance des infirmières en blanc, sauf celles qui vont aller jusqu'au cimetière et qui sont en costume de ville, des médecins et infirmiers en habits de pansement, des soldats blessés, traînant une béquille ou portant le bras en écharpe, des bonnes gens du voisinage en toilette de cérémonie. Je remarque un ancien officier sanglé dans sa redingote et qui veut honorer jusqu'au bout ce pauvre enfant tombé loin des siens.

Le piquet d'infanterie qui rend les honneurs a formé les faisceaux devant la porte et occupe, en face de l'aumônier, une ligne régulière. Le prêtre prononce simplement quelques paroles d'admiration, de regret, d'espoir. Tous les yeux sont humides de larmes qu'essuient discrètement les mouchoirs. Mais le piquet sanglote. Ce sont des hommes du nord. Plus froids en apparence, ils ont une sensibilité qui éclate devant certains faits évocateurs des souffrances humaines, de ces souffrances qui les attendent demain peut-être ! Il y a quelque chose d'étrange et de touchant dans l'unanime émotion de ce piquet pleurant à chaudes larmes devant un auditoire qui se contient. C'est fini. L'aumônier tend la branche de buis que personne n'ose prendre le premier. Pas de parents, pas

de camarades, tous également étrangers et qui s'affligent cependant comme si ce petit soldat était leur enfant. Les croque-morts tournent les vis qu'on avait oublié de fixer au cercueil et le petit Basque est mis dans le char: "Présentez armes!" crie le caporal d'une voix mal assurée.

LE PASSAGE DES TROUPES HINDOUES. — 23 octobre. — Je me suis rendu ce matin à la gare pour voir passer les troupes hindoues. J'avais vu mardi des fantassins et des artilleurs, ce matin de la cavalerie et le train des équipages.

Ce sont des soldats bien découpés, bien équipés et bien armés. Ils portent tous des costumes de couleur kakhi, aux jambes des bandes semblables à celles des chasseurs alpins, des culottes amples ou laissant les genoux libres et nus, comme les boys-scouts, des vareuses amples et longues, comme coiffure, des passe-montagnes, des chapeaux aux larges bords, des polos et surtout des turbans.

Presque tous sont munis de vêtements de laine, chandails et caleçons, destinés à les protéger contre le froid plus vif de notre pays. On a donné à certains des chemises européennes; ils les portent sur leur costume ou au moins en laissent flotter les pans gracieux.

Il est difficile de caractériser leur type, car l'Inde est un immense pays où les races sont nombreuses. La plupart sont jaunes, quelques-uns tirent sur le noir. Les yeux sont en général vifs et intelligents. En arrivant à la gare ils crient en chœur: hip! hip! hip! hourrah! sont très sensibles aux saluts qu'on leur adresse et tendent volontiers la main aux dames. Ils manifestent un plaisir sensible lorsqu'on braque sur eux un objectif et acceptent avidement les cigarettes. Une infirmière a essayé de leur faire manger des châtaignes: ils sont restés hésitants. Les cavaliers me montraient des sabres effilés en manifestant par des gestes clairs leur désir de couper le cou à beaucoup de Prussiens.

Un grand nombre de ces Indiens portaient des médailles de la Sainte Vierge ou des images du Sacré-Coeur. On compte parmi eux des catholiques, mais je n'ai pu savoir si des non-catholiques n'avaient pas volontiers accepté une médaille comme on porte une amulette...

LA TOURNÉE DE L'AUMÔNIER. — 24 octobre. — Hier matin mon confrère partit à cheval pour visiter les cantonnements voisins et voir si nous pourrions y faire ces jours-ci quelques cérémonies. J'accompagnai pendant ce temps au “ rendez-vous de chasse ” un groupe de brancardiers que conduisait le médecin auxiliaire de service, un charmant interne des hôpitaux de Paris. La route était mauvaise; le sol argileux détremé par la pluie des jours précédents rendait la marche lente et difficile. En outre c'était le jour de “ relève ” pour les troupes des tranchées et nous devions nous ranger pour laisser passer chasseurs et fantassins. Un escadron de husards nous dépassa. Il quittait notre division pour une destination inconnue. C'est avec mystère qu'on parle de ces mouvements de troupe où le patriotisme aime à voir des gages d'avance générale et de prochaine victoire.

Dans le bois, intéressante causerie avec le général de division et le général de brigade. Ils me montrent les travaux du génie qui cherche à rendre plus sain le séjour de ce poste forestier. C'est un véritable village nègre qui se construit. En combinant des troncs d'arbre, des rondins, des planches, de la glaise, des branchages, on réussit à procurer aux hommes et aux chevaux des abris sinon confortables, au moins suffisants. J'admire des cheminées creusées dans une butte argileuse et tirant, ma foi, fort bien. Les murs sont lambrissés; le plafond a des solives apparentes: tout le luxe moderne! Les officiers d'état-major font les honneurs de leur “ gourbi ”, avec une charmante bonne humeur. Ils nous invi-

tent à y " planter la crémaillère " dimanche prochain après la messe. Nous combinons ensemble le programme de nos chants religieux. Un capitaine de tirailleurs réclame *Le ciel a visité la terre* qu'il fredonne d'une belle voix de baryton. Puis la conversation revient aux opérations militaires. On me conte l'inhumation de nos morts en avant des tranchées.

Depuis longtemps on voulait y procéder, mais il aurait fallu exposer des vies. Le colonel du ...me d'infanterie a profité des deux dernières nuits très obscures. Il a demandé des volontaires. Beaucoup d'hommes se sont présentés qui se sont avancés lentement auprès des cadavres abandonnés. Ils ont silencieusement creusé des fosses et y ont déposé leurs pauvres camarades, après avoir relevé leurs papiers personnels et leurs médailles d'identité. Dix-sept inhumations ont été faites la première nuit et cinq la seconde. Par bonheur les Allemands ne se sont aperçus de rien et n'ont pas tiré un coup de fusil. Les généreux fossoyeurs ont pu accomplir leur charitable tâche sans souffrir d'autres dommages qu'une grande fatigue. Le colonel les a félicités publiquement.

Tandis que nous causons, le téléphone annonce l'approche d'un avion allemand. Tout le monde rentre sous bois ou dans les abris, et quand le *taube* nous survole il ne peut voir qu'une clairière déserte et des taillis où l'automne a déjà jeté ses ors et ses pourpres. Nos troupiers rient sous cape et font des gestes gamins à l'oiseau des Boches. C'est le premier qu'on voit depuis plusieurs jours. Il ne semble pas faire un travail très fructueux.

Par contre nos artilleurs font de bonne besogne. Notre ami, le capitaine du téléphone, nous donne quelques détails. Hier nos " Rimailho " (canon de 155) ont envoyé des obus en plein dans les tranchées allemandes et y ont fait de terribles ravages. Notre 75 a démoli une batterie allemande de 77. Encore une qui ne nous fera plus de mal !

En ce moment on apporte un blessé. Le téléphone l'avait annoncé une heure avant. Il a fallu ce temps pour que les brancardiers régimentaires l'apportent sur une civière au poste de secours, en suivant des chemins abrités. C'est un adjudant alpin. Il a reçu un schrapnel à l'épaule au moment de la " relève ". Sa respiration est pénible. Je m'agenouille à côté du brancard que les porteurs ont déposé sur la route. Le brave garçon me reconnaît. Il s'est confessé et a communiqué, il y a quelques jours, à la messe que nous avons célébrée à B... pour les chasseurs. Il se réconcilie et récite pieusement un *Ave Maria*. Nos brancardiers le chargent dans la voiture d'ambulance qui part au pas. Je l'ai revu à l'arrivée hier soir et encore ce matin. On espère le sauver. Une autre voiture était déjà partie chargée d'éclopés. Pour aller plus vite, j'accepte l'offre de l'état-major et au lieu de patauger dans la boue je m'installe dans le "baquet" qu'une motocyclette traîne et un maréchal des logis de hussards me ramène en vitesse au cantonnement. En campagne, il faut savoir pratiquer tous les sports, depuis le *footing* jusqu'au *side-car* !

UNE SANGLANTE BATAILLE SUR LES HAUTS DE MEUSE. — 4 novembre. — Toute la nuit l'artillerie et l'infanterie ont défilé silencieusement. Les hommes ne fumaient pas. Nous nous levons à 2 heures pour dire la messe, bien que l'aurore ne soit pas proche encore. Départ à 5 heures dans un brouillard intense. Quand nous arrivons à M..., un ballon captif monte doucement sur la colline. Le soleil se montre et dissipe les nuages. Alors le ballon redescend. C'est le signal de l'attaque. Aussitôt l'artillerie commence à tonner. On nous dit que 200 bouches à feu sont en batterie sur les crêtes voisines. Nous montons sur une colline prochaine pour avoir un aperçu de la bataille. Le spectacle est grandiose. Le roulement de la canonnade est continu. Des éclairs jaillissent qui marquent

les coups envoyés par nos canons. Les obus qui éclatent vers nos lignes sont marqués par des nuages de fumée blanche. Trois avions français survolent avec une audace superbe les lignes allemandes et semblent se jouer au milieu des projectiles qui cherchent à les atteindre et dont nous entendons les sifflements significatifs. Au loin sur les collines nous voyons distinctement notre infanterie qui avance par colonnes. Nous récitons notre chapelet pour ceux qui vont mourir. Il est 2.30 heures. Notre médecin principal arrive au galop et appelle toute la formation. On part en hâte pour les avant-postes. La route est encombrée par les convois de munitions. Les automobiles des états-majors passent en silence comme impatientes d'aller voir si les ordres des grands chefs sont exécutés. Quelques blessés reviennent déjà, marchant seuls ou juchés sur des caissons. On voit des bras en écharpe, des visages bandés. Au village d'E... un poste de secours est déjà organisé pour les alpins. Nous rencontrons auprès d'eux le nouvel aumônier volontaire de la 30^e division, M. l'abbé Mouillon, de Bourges. Mais il faut aller plus loin et notre convoi se range sur la route en avant d'E... Les blessés continuent à passer; au passage nos majors complètent un pansement. J'éclaire de ma lampe électrique, car la nuit tombe, un de nos jeunes médecins auxiliaires qui désinfecte à la teinture d'iode et entoure de bandages le bras affreusement déchiqueté d'un jeune alpin. Je donne en hâte l'absolution et l'extrême-onction à un autre dont le pied gauche a été emporté; le malheureux tremble de froid, malgré les couvertures et les vieux journaux dont nous le couvrons.

Il fait nuit. Des feux s'allument sur toutes les collines. Ce sont les compagnies en réserve qui vont faire la soupe et préparent

Le bivouac sommeillant sous les feux étoilés.

Un nouvel ordre est donné d'avancer encore plus près nos voitures du champ de bataille. Nous atteignons une crête à l'est de B... Comme les brancardiers régimentaires ne suffisent pas au travail, notre formation se joint à eux. Nous allons chercher les blessés au moulin de R..., qui est à deux kilomètres à travers champs. Tantôt sur les brancards portés à l'épaule, tantôt sur les brancards roulants, ils sont groupés dans le foin, au bord de la route. Le tir allemand a heureusement été inefficace contre nos avions, mais leurs obus, éclatant en l'air, ont atteint en retombant beaucoup de nos alpins et les éclats venant de si haut sont redoutables. En outre, une charge à la baïonnette, à la sortie du bois de F..., a été accueillie par un feu vif d'artillerie lourde et les “marmites”, tombant sur 3,000 hommes en marche serrée, ont fait de terribles ravages. Beaucoup de blessures à la poitrine et à l'abdomen. Beaucoup d'hémorragies graves, et, comme conséquence, la soif terrible des blessés. A boire! A boire! est le cri qu'on entend le plus sur le champ de bataille. Hier soir la plainte: Oh! j'ai froid! revenait souvent aussi.

La nuit était sereine. Un clair de lune superbe. Les bouleaux qui entourent le moulin semblaient argentés, les murailles qu'a blanchies la farine, à demi ruinées par les obus, formaient un étrange décor. On parlait à voix basse, comme mystérieusement, à cause du voisinage des lignes ennemies. Mais les Allemands avaient subi de terribles pertes sous le feu d'enfer de notre artillerie et ils étaient occupés à relever leurs blessés et inhumer leurs morts.

COMMENT LE CAPORAL L. P. A RÉGALÉ LA PREMIÈRE LIGNE.
— 8 novembre. — J'ai commencé par faire cuire les “biftecks” que nous avons touchés à la compagnie, puis, dans le jus, en y ajoutant de la graisse, j'ai fait de merveilleuses frites. Pendant ce temps, j'avais mis bouillir un pot-au-feu et les choux

qui devaient assaisonner les perdrix. Enfin, bref, voici le menu que j'ai offert aux hommes et au sergent de mon escouade qui l'ont trouvé excellent: 1o soupe grasse aux légumes; 2o boeuf sauce miroton; 3o pommes frites; 4o bifteck saignant; 5o choux braisés au beurre; 6o perdrix sauce "boche"; 7o café, rhum, etc..., le tout arrosé par un bon petit vin blanc et terminé par un bon cigare. Comme on voit, ce n'était pas mal et j'en suis fier, car avec le peu d'ustensiles dont nous disposons et mon manque de goût pour la cuisine, j'aurais pu moins bien réussir. Nous nous sommes donc rat-trapés des mauvais jours passés et aussi, par anticipation, de ceux à venir.

Hier, nous avons été arrosés par l'artillerie boche qui nous a tiré plusieurs obus de moyen calibre, dont cinq de suite n'ont pas éclaté. Il aurait fallu être présent pour rire de la tête que nous faisons en voyant tomber près de nous, et sans éclater, les "gamelles". A la 1ère, toutes les bouches firent: Eh!...; à la 2e, tout le monde en choeur: Tiens!...; à la 3e ce fut une explosion de rires; mais à la 4e et à la 5e, les mots de "Guillaume le purotin"... "marchand de camelote", couraient dans notre "village". Certains prétendaient même que c'étaient des obus de rabiote de la guerre de 1870.

LA NUIT DANS LES TRANCHÉES. — 10 novembre. — La nuit a répandu son ombre sur les choses d'alentour. Les lignes ennemies sont noyées dans la brume et les hommes, heureux enfin de pouvoir se dégourdir, franchissent les parapets des tranchées. Les voilà, courant, sautant comme de grands enfants, car ce n'est pas gai la vie dans nos trous, dans le voisinage des taupes et des mulots. Aussi sommes-nous heureux dès que la nuit arrive de pouvoir nous racheter d'une longue journée d'inaction et d'immobilité. Dans la journée, si nous

mettons le nez à la portière, nous sommes immédiatement salués par une grêle de balles qui, souvent hélas ! fait des victimes. Mais bientôt le service de nuit s'organise et chacun se prépare à rejoindre son poste. Ici le caporal, qui va aller en petit poste, écoute les dernières instructions du chef de section, en instruit ses hommes et se prépare à rejoindre son emplacement qui souvent se trouve à 100 mètres à peine des lignes de sentinelles ennemies. Ici, les veilleurs (un homme sur deux est désigné pour ce service) préparent leurs armes, mettent la baïonnette au canon et tiennent le fusil à leur portée. Puis, ceux que ne retient aucun service peuvent librement, couchés sur une maigre litière de paille qui les préservera relativement du contact de la “ dure ”, s'abandonner, mais d'un oeil seulement, dans les bras de Morphée.

Bientôt le silence a succédé à l'activité d'un moment et chacun attentif au moindre bruit cherche à percer l'obscurité qui se fait de plus en plus épaisse. De gros nuages, précurseurs de la pluie prochaine, voilent le ciel et bientôt la pluie qui menaçait ne tarde pas à venir ajouter ses “ charmes ” aux agréments de cette belle nuit.

Je suis de service et, de 10 heures à minuit, j'ai pour mission de me rendre compte que chacun est bien à son poste. Maintenant, il pleut à verse et le vent souffle en violentes rafales. A notre gauche, la fusillade éclate, maigre d'abord, mais bientôt plus nourrie. L'ennemi, avec ses fusées lumineuses, sonde le terrain et, comme presque chaque nuit, nous assistons au feu d'artifice. Tout près de nous, sur la route qui mène au village d'A... et où les Boches, la veille, ont subi une attaque des nôtres, un projecteur, promène constamment son faisceau lumineux. Tout à coup, dans la direction de notre petit poste, les coups de feu éclatent nombreux. Est-ce l'attaque ? Peut-être. Mais les Boches ne nous surprendront pas : ils trouveront des hommes résolus, car, en un clin d'oeil,

chacun est prêt et attend le commandement. Pourtant, rien n'a bougé devant nous. Eprouvées maintenant, les sentinelles n'ont pas bronché; l'arme prête, elles attendent.

Mais il est minuit, mon temps de service est fini et malgré que l'instant soit plutôt critique, je pénètre dans mon gourbi et, remplacé par mon sergent, je vais pouvoir enfin me reposer. Je suis pourtant traversé par la pluie, mais qu'importe, c'est le métier qui veut ça. Demain, si je ne suis pas démoli (et je ne l'ai pas été), je me sècherai... s'il y a du soleil.

Ma prière faite, je viens de m'assoupir, pas pour longtemps, hélas! La fusillade vient d'éclater plus nourrie, la canonnade à droite et à gauche fait rage, le cri de: " Aux armes! " circule dans la tranchée. Est-ce l'attaque cette fois? Debout, sous la froide douche qui tombe, effroyablement, des écluses célestes, grelottant, les yeux obstinément fixés dans la direction dangereuse, l'arme prête, nous attendons.

Le petit poste s'est replié et, dans cette plaine, en apparence silencieuse, des hommes anxieux veillent, prêts à accomplir l'oeuvre de mort, stupide, brutale, mais nécessaire cependant. Les minutes passent longues comme des heures et pas un instant la surveillance ne se ralentit. Notre France est bien gardée !

GUERRE À L'ALCOOL. — *16 novembre.* — Ce matin, en causant avec le médecin-major d'un régiment d'artillerie, je le félicitais de la belle mine de ses hommes qui défilaient devant nous. C'étaient de superbes gaillards, au teint frais, à la mine prospère.

— Sans doute, me dit-il, le recrutement n'envoie pas les malingres pour manier nos lourds canons. Mais les réservistes que vous voyez n'avaient point si belle apparence en arrivant au corps. Vous auriez vu des yeux éteints, des traits tirés, des

visages plombés. Savez-vous ce qui les a si bien mis en forme? C'est la *privation de l'alcool*. Dans le civil ces gaillards-là s'empoisonnaient tous les jours avec les absinthes, les apéritifs et les amers. Ici, rien de pareil. Travail fatigant, intempéries, mais nourriture saine et surtout pas d'alcool ! Ah ! si on pouvait les déshabituer de ce poison !

— C'est à quoi travaillent nos ligues, monsieur le major, et je vous assure qu'elles sauront utiliser l'observation que vous me communiquez.

LA SOEUR SANS PEUR. — 18 novembre. — J'ai visité hier une petite ville lorraine, dans un site ravissant. C'était une résidence charmante : des jardins, des vergers, des bois, un horizon merveilleux. On y venait faire des cures d'eau. Hélas ! les barbares sont passés par là : ils ont tout pillé et brûlé. C'est à peine si quelques maisons restent debout, avec l'hôpital.

Cet hôpital a pour supérieure une humble fille de Saint-Vincent-de-Paul. On me raconte son attitude admirable pendant l'occupation allemande. Tous les habitants avaient fui. Le curé était à l'armée. Le maire et ses conseillers s'étaient retirés. On lui conseillait de partir. Elle ne voulut point abandonner ses malades et ses infirmes. Fidèle à son poste, elle sut en imposer par son attitude énergique aux soldats et aux officiers du Kaiser dont elle soignait d'ailleurs les blessés. On voulait prendre du foin dans nos granges. — Laissez ce foin, disait-elle. Si mes vaches ne sont pas nourries, comment donnerai-je du lait à vos malades? — On sait que les Boches sont grands amateurs de porcs. Ils voulurent tuer ceux de la Soeur. Elle déclara qu'on n'y toucherait pas et ils furent respectés. Un officier osa cependant menacer de son revolver cette vaillante femme. — Croyez-vous donc, répéta-t-elle, que je serais restée ici si j'avais peur d'un revolver ? — Quand

les Français reprirent possession de la petite ville, le sous-préfet vint féliciter l'énergique religieuse. " Il n'était resté qu'un homme à C..., dit-il, et cet homme était une femme. "

AU RETOUR DES TRANCHÉES. — *19 novembre.* — On a peine à s'imaginer les souffrances de nos soldats par ces derniers jours de pluie. Je viens de voir arriver au cantonnement un bataillon qui a passé trois jours et deux nuits aux tranchées de première ligne. Les hommes étaient littéralement couverts de boue et on ne distinguait plus la couleur de leur capote. Cherchez à vous les représenter enfoncés presque jusqu'aux genoux dans une argile molle et gluante, ne pouvant s'appuyer qu'aux parois des fossés, voyant crever sous l'effort de la pluie qui s'infiltrait sournoisement l'abri fait de branchages et de mottes de terre. Eh bien ! nos braves troupiers supportent allègrement ces fatigues. Ils pensent qu'il pleut aussi sur les Boches et cela les console. Dès que va briller le premier rayon de soleil ils chercheront à faire sécher leurs vêtements, en raclant la boue avec leurs couteaux de poche.

Ce soir nous avons eu une magnifique cérémonie à l'église. Près d'un millier d'hommes s'y entassaient. Les officiers d'artillerie n'avaient pu trouver de place que sur les petits tabourets des enfants de chœur. Les lumières, les chants, la prière en commun, une allocution chaude et vibrante, quel régal c'était pour ces braves gens ! Il fait meilleur ici qu'aux tranchées, disaient-ils en riant. Ils tiennent tant à ces cérémonies qu'ils nous les réclament sans attendre qu'on les leur propose. Et si nous passons quelques jours sans visiter un cantonnement, la " garnison " nous fait dire qu'elle " se languit de nous ". Une batterie d'artillerie vient de demander que nous célébrions demain matin une messe pour elle seule.

Il y a de la confiance et de l'espoir dans l'air. Plusieurs Boches sont venus se rendre aux tranchées françaises. Ils se plaignent d'être mal nourris et surmenés. On ne ferait pas pour eux de relève, probablement parce que les effectifs sont très réduits. N'est-ce pas le commencement de la fin ?

Le chanoine DESGRANGES,
L'abbé Thellier de PONCHEVILLE,
L'abbé ARDANT et autres.

Les Sandales

(NOUVELLE ORIENTALE)

J'AI trouvé une montagne d'où l'on découvre tous les royaumes de la terre : une ruine dans le désert de Judah.

A main gauche, c'est Jérusalem, royaume de la discorde, où plane éternellement le signe de contradiction. A main droite, c'est le désert, royaume de la pensée sereine. Au milieu des ruines byzantines — les ruines du cenobium du grand athlète Théodose — un petit couvent grec renaît : quelques plâtres frais parmi les murailles démantelées.

La montagne domine le désert. On l'aperçoit de tous les bouts de l'horizon, du Mont des Oliviers à la mer Morte, de Thécoah à Béthel.

L'église du VI^e siècle, ruinée par les Arabes, n'a jamais été restaurée. Des arceaux hésitants découpent un coin de ciel ardent ; quelques colonnes se dressent encore, solitaires dans la lumière qui les ronge. A terre, une jonchée de chapiteaux byzantins : corbeilles négligemment tressées d'où sortent pêle-mêle des volutes, des lis, des acanthes. Parfois on n'ose plus marcher : d'autres fleurs, frais écloses, naissent sous vos pas. Ce sont des mosaïques faites avec les pierres du désert. J'ai reconnu quelques fragments d'inscriptions grecques et j'en ai retenu la plus gracieuse :

Kèré, Stephané, oudis athanatos (1).

Adieu d'un ami à son ami. Le désert est le jardin de l'amitié.

(1) Courage, ô Etienne, nul n'est immortel !

Toute la montagne est couverte de fleurs : au printemps, les anémones, les iris nains, les adonis ; plus tard, les asphodèles, les cyclamens ; et toujours, le thym, la menthe et l'absinthe. Les parfums montent comme un encens vers le sanctuaire.

Le plus vieux caloyer du couvent est mon ami. Nous parlons beaucoup ensemble et nous nous comprenons un peu. Les Arabes qui le rencontrent le saluent avec vénération et disent tout bas en passant : *madjnoun*.

En Orient, on ne sait pas ce que c'est qu'un insensé, mais on connaît des êtres supérieurs qu'un dieu caché, un *djin*, conduit et inspire. On ne connaît que les possédés de Dieu : les *madjnounim*.

Le père Cléopas est un *madjnoun*. Tout le jour il vit dans les ruines de l'église, sous l'imperturbable sérénité du ciel. A l'heure du *maghreb*, il descend lentement de la montagne et s'en va remplir sa cruche à l'*Ain-djindjis*. Ce n'est pas que le cenobium manque de citernes, mais le père Cleopas les ignore ou les méprise.

La source d'Ain-djindjis occupe le fond d'un ravin que les torrents d'hiver ont creusé dans la craie. Des stries de silex, encastrées dans le calcaire, accusent les rudes contours et les angles brusques du ravin. Comme il est orienté, tous les vents du désert y passent. C'est pourquoi les Arabes l'ont appelé Ouady-el-hawa, le ravin de la tempête.

" Du bout de leur bâton ", comme les princes de Bazan, les Bédouins ont creusé des puits dans la roche tendre. L'eau est limpide et douce et ne tarit jamais. Elle est à fleur de sol et le ciel s'y reflète comme dans le regard d'un enfant. Les sources sont les yeux de la terre.

C'est là que, pour la première fois, j'ai rencontré le père Cléopas.

J'errais parmi les innombrables pistes de troupeaux qui,

de Jérusalem, conduisent au Jourdain, en suivant le Cédron. C'était par une de ces soirées d'hiver, à peine plus courtes, en Orient, que celles d'été, mais infiniment plus souriantes. Les fonds de vallées prenaient les teintes subtiles où se révélaient déjà d'impalpables brouillards; les anémones rouges qui tapissent la solitude se refermaient lentement.

C'est l'heure où tout s'attendrit. L'Arabe a le regard moins farouche, les juments hâtent le pas et l'on sent déjà flotter dans l'air l'odeur épaisse et terreuse du taboun qui cuit dans les campements.

Une légère brise venait de l'occident, attiédie par la traversée du désert. A ce contact rafraîchissant, il s'élevait de toute la nature, que le soleil de l'été avait accablée, comme une joyeuse aspiration vers la vie. " En vérité, je vous le dis, elle n'est pas morte, mais elle dort ".

C'est l'heure des pensées sereines, des longues rêveries. C'est l'heure où le berger qui passe, en jouant sur son double roseau la mélodie enfantine, devient un ami. " Que cette rencontre soit bonne ", dit-il, en posant une main sur son coeur. — " Qu'elle soit deux fois bonne! "

En arrivant à l'Ain-djindjis, je vis un vieux moine qui rêvait assis sur le bord d'un des puits. Sa cruche était à ses pieds toute ruisselante et je fus tenté par la fraîcheur qui s'en dégageait.

" Que ton soir soit dans le bonheur, mon père ", lui dis-je simplement.

Il me sourit paisiblement: " Que Dieu, mon fils, augmente ta richesse ".

— " Je ne veux, mon père, d'autre richesse qu'un peu d'eau de ton puits ".

— " C'est bien. Mais sais-tu quelle est l'eau que l'on puise ici? Dis-moi le nom de ce puits ".

— " On l'appelle Ain-djindjis ", répondis-je étonné. Le vieillard sourit encore.

“ Tu parles comme un *fellah*, ou comme un des imberbes du coenobium ⁽²⁾. Mais ils ne savent pas, ils ne peuvent pas savoir. A toi, mon fils, j'apprendrai quelle est l'eau merveilleuse de laquelle tu as soif. C'est celle que découvrit notre père Sabas, le grand athlète, le grand vainqueur dans la palestine spirituelle. Comme autrefois Abraham et Abimélek les puits d'Hébron, les moines de la grande laurie et ceux de Castellium se disputaient les sources du Cédron. Alors, Dieu conduisit notre père Sabas auprès de cette citerne aux sept bouches. Oui, c'est ici l'Heptastomos. Chaque soir j'y viens attendre le retour du bienheureux Sabas, qui est parti, à la fête des Lumières, pour le panéremos de Ruba. Sans doute, il reviendra après la fête des Palmes, qui sera dans la prochaine lune. ”

Je restai bien surpris ; car, s'il est impossible à un ami de la solitude d'ignorer le nom du grand Sabas, il me semblait bien que cet anachorète fameux était mort depuis quinze cents ans.

A ce moment passèrent de jeunes Arabes et j'entendis qu'ils murmuraient entre eux : Adi-madjnoun ! Ils s'approchèrent du vieillard, baisèrent sa robe noire et ne s'éloignèrent qu'après avoir jeté, gravement, quelques cailloux blancs dans le puits.

— “Ils me connaissent, dit le caloyer qui les regardait avec attendrissement ; ce sont de petits chrétiens, les descendants d'Aspebeth qui fut scheik des Arabes et le premier évêque des Paremboses ”.

Ainsi, dans le rêve du père Cléopas, le passé et le présent s'harmonisaient sans peine.

(2) Les imberbes — enfants et eunuques — formaient des communautés spéciales et, par le fait qu'ils vivaient en communauté, étaient considérés comme appartenant à une classe infime de moines.

En voyant ces pauvres petits Arabes pleins d'admiration devant l'étrange vieillard, je m'imaginai saint Euthyme charmant par sa parole ces rudes et sauvages enfants, " ces loups du désert ", qui s'étaient trouvés pris, un jour, aux frontières de l'empire, entre les hordes perses et les légions romaines, et qui n'avaient trouvé leur salut que dans l'intervention du grand solitaire.

Il me semblait que la vie du désert, la plus belle et la plus pure, celle qui avait été menée à l'époque byzantine, renaissait à mes yeux.

" Mon fils, dit le vieillard, rafraîchis tes lèvres à cette eau qu'a sanctifiée notre père Sabas. L'heure s'avance et je dois rentrer au coenobium. Car, hélas! je ne suis plus de ceux qui combattent dans la solitude et qui sont leur propre higoumène. Je suis un athlète devenu vieux, qui a quitté l'arène... Revenons au coenobium ".

Je m'excusai de ne pouvoir le suivre.

" Mon fils, si tu habites dans la sainte Sion, prends garde aux séductions qu'elle renferme. Moi aussi, j'ai vécu dans la cité du Grand Roi. J'avais une cellule près du château de David. Mais il y a du temps, et du temps, et je ne sais plus. Va prier au cancel de sainte Anastasie et que la Theotokos te garde dans la foi d'Euthyme et de Sabas.

" Voici l'heure où, dans toute la solitude, se chante le Trisagion. Demain, à la dixième heure, monte au coenobium. Je t'aime, étranger, car je ne sais quel incroyable amour du désert possède ton âme.

" Ta jument est belle comme l'onagre des plaines de Moab. Va, mon fils ".

Je repris le chemin du torrent pour rentrer, comme disait le père Cléopas, à la sainte Sion. Depuis les temps qu'il venait d'évoquer, comme elle avait changé la sainte Sion ! Maintenant, elle s'appelle *el-Kuds*, elle est la ville sainte des infidèles.

Un amas informe de masures arabes, où se détachent les toits rouges, les façades criardes des maisons juives, et que prolonge la plus prétentieuse et la plus vulgaire des banlieues, le quartier des consulats.

Mon ami le caloyer ne parlait-il pas des séductions de la sainte Sion ?

Pourtant, quand j'arrivai au sommet du Mont des Oliviers, toutes ces taches jetées sur un décor sans pareil étaient noyées dans une brume si divinement rose que je m'arrêtai et recommençai à me laisser prendre à mon propre rêve. Et mon rêve me ramenait toujours à la vision d'une Jérusalem byzantine. Byzance, c'est l'alliage indéfinissable et unique de l'or grec, de l'airain romain et de tout le clinquant de l'Orient. Aucune Jérusalem n'a été plus orientale que celle des Valentinien et des Justinien, par son culte du faux luxe, par la licence de ses moeurs et son zèle à demeurer une caverne de voleurs. Aucune n'a été plus romaine par les vertus stoïques de ses moines et le faste de ses édifices. Aucune n'a été plus grecque par la délicatesse de son art et le raffinement de sa civilisation.

Ce soir, à travers la brume lumineuse qui les enveloppait, je voyais briller doucement la coupole de la mosquée d'Omar et les toits des grandes synagogues se teinter d'or fondu et profond. Et je songeais aux monuments fameux de l'autre Jérusalem : la sainte Anastasie⁽³⁾, la Née de la Théotokos⁽⁴⁾, et là-bas, vers le nord, la maison de saint Etienne. Je revois les longues colonnades en pierre rouge de Bethléem, qui traversaient toute la ville, depuis la porte de Sion jusqu'à la porte d'Ephraïm ; et, sous les colonnades, les étalages bril-

(3) Eglise de la Résurrection.

(4) La nouvelle église de la Vierge, construite sur l'ordre de Justinien par l'architecte Théodoros, à la demande du patriarche Hélié de Jérusalem.

lants et parfumés des marchands de l'Inde et de l'Orient; et, sur les larges pavés romains, glissant avec majesté, le char de la gracieuse Athénaïs, devenue la pieuse Eudocie.

Mais bientôt la grande lueur du couchant s'éteignit, et du même coup mille lumières s'allumèrent dans le ciel, puis, comme un reflet, mille lumières encore apparurent en bas, parmi les sombres mesures où s'était perdu l'enchantement de tout-à-l'heure.

La sainte Sion n'était plus qu'un campement arabe, au-dessus duquel planait, répété dans un chant monotone, le nom d'Allah, dieu de la solitude.

* * *

Le lendemain, je repris le chemin du désert. Le désert est le plus vénérable de tous les sanctuaires de la Terre-Sainte. On ne se lasse pas d'en fouiller les ravins et les détours infinis. Aucune gloire, aucune volupté, aucune splendeur n'existe plus pour qui a goûté l'immuable beauté de ce royaume de la contemplation. J'ai erré, sans fatigue et sans désir, pendant cinq années, à travers cette solitude où rien n'existe, pas même un pâturage, et des choses de ce monde, c'est celle-là seulement que je regretterai. Si, par l'effet de quelque méprise, la gloire ou l'amour me venaient un jour visiter, je retournerais au désert, sûr de perdre jusqu'au souvenir importun de leur nom. Tant de lumière dans les yeux, tant de sérénité au-dessus de sa tête, tant d'infini autour de soi font oublier les obscures vanités. J'ai trouvé toute la richesse dans un adonis, toute la gloire dans un rayon de soleil et, puisque l'amour ne serait que l'illusion de se perpétuer, j'ai senti mon âme s'agrandir jusqu'aux limites du désert et, dans l'ignorance de tout ce qui passe, s'éprendre d'un amour vivace et tendre pour l'immensité, pour le silence, pour tout ce qui n'est enfermé par aucun horizon.

A mesure que je gravissais la montagne de *Deir-Dôsi*, la beauté du désert se révélait plus grandiose encore. Et je sentais naître en moi un amour démesuré, l'orgueil du moine qui se croit et se proclame " fils de Dieu ", non parce qu'il a vaincu le monde — il ne se souvient même plus que le monde existe —, mais parce qu'il vit seul en face de Dieu, sur la montagne.

Alors, le désert ne m'apparaissait plus que comme le vestibule de la maison de Dieu, comme le narthex démesuré du sanctuaire de la montagne.

Debout, dans un coin des ruines, le père Cléopas semblait en extase. Il s'appuyait sur le long bâton en forme de T qui sert de stalle aux moines grecs, et son regard se perdait dans l'immense coupole bleue que le ciel faisait à l'église.

Sans doute, il célébrait une liturgie sacrée avec ses pères disparus, les grands synascètes.

Je m'approchai de lui ; et, sans sortir de son rêve, il me parla doucement.

" Ecoute, mon fils, la Canorarque frappe les bois sacrés pour appeler les anachorètes à la grande synaxe. A la voix du simantron ⁽⁵⁾, les pères accourent de la solitude, tous, ceux de Ruba, le grand désert où l'ardeur du soleil est plus terrible que le rugissement du lion, ceux de Koutina, le petit désert, la plaine enchantée où coule silencieusement le flot troublé et pressé du Jourdain.

" Vois, le patriarche Hélié est venu de la sainte Sion. Il est assis auprès de la première colonne du martyrium ; ses vêtements sont blancs comme la neige, mais aucune blancheur ne peut exprimer l'innocence de sa vie — (au pied de la colonne, je ne voyais qu'une touffe de roses blanches qui s'ef-

(5) Aujourd'hui encore, dans les couvents du désert, on appelle à la prière en frappant avec un marteau de bois sur une pièce de bois dur suspendue à la porte de l'église, le simantron.

feuillaient parmi les mosaïques). Vois comme l'or et les pierreries étincèlent sur le cancel et sur les saintes icônes — (hélas! ce n'était qu'un rayon de soleil se jouant parmi des marbres brisés). — L'encens s'élève et les prières des saints montent avec la fumée bleue — (un nuage flottait à l'horizon dans la pureté du ciel). Seigneur, qui m'avez laissé vivre jusqu'à ce jour, soyez béni pour les souffrances, pour les tristesses, pour les larmes et pour l'espérance que vous avez données à votre serviteur! ”

Le père Cléopas se prosterna et sa prière se prolongea.

J'étais ému de la grandeur de son rêve et de cette foi si parfaite qui savait transporter à son gré cette montagne des siècles, hélas! la plus inébranlable de toutes. Cette illusion enfantine devenait à mes yeux le prix mérité d'une longue vie sans tache et comme la réalisation vivante de la belle parole qui termine l'office grec; car j'avais entendu, moi aussi, s'élever de ces voutes effondrées, de ces colonnes mutilées, une parole grave qui, plus d'une fois, aux siècles passés, les avait fait tressaillir et qui avait arrêté sur mes lèvres un sourire naissant.

Anô échomèn tas kardias ! (6),

avaient dit les patriarches, les archimandrites, les higoumènes, les exarques, chaque fois que la liturgie était arrivée à l'instant tragique où toute l'âme des moines devait se concentrer sur le mystère redoutable qui allait s'accomplir.

Quand le père Cléopas se releva, je remarquai que la pierre sur laquelle il s'était prosterné était un fragment de chapiteau. A moitié enfoui dans le sol, il ne laissait voir qu'une seule de ses faces sur laquelle se dessinait un relief étrange : je n'en pus d'abord reconnaître la forme. Le

(6) En haut les coeurs !

vieillard avait vu mon regard et deviné ma curiosité. Il me prit la main et lentement me conduisit devant la pierre. Alors j'admirai, posées plutôt que sculptées sur la face du chapiteau, deux petites sandales byzantines, si merveilleusement conservées qu'on eût dit qu'à l'instant elles venaient d'être quittées par une impératrice.

L'art byzantin est tout entier dans ces surprises. Les artistes de cette époque, qui ne savaient pas toujours éviter le mauvais goût dans leurs grandes oeuvres, retrouvaient la sûreté de leur conception et la perfection de leur technique pour créer des bibelots où s'exprimaient librement la grâce et la subtilité de leur esprit. Une inspiration réelle, mais courte, ne leur permettait que des chefs-d'oeuvre en miniature.

Le père Cléopas me regardait. Ses traits s'illuminèrent d'un très doux rayonnement quand il eut compris que j'étais saisi de la révélation d'un art si délicat et si touchant. Pourtant il hésitait à parler ; il ne le fit qu'avec quelque confusion.

“ Mon fils, dit-il enfin, ne me condamne pas. Si tu savais quelle messagère de Dieu a passé sur cette montagne, toi aussi, tu en adorerais les traces. Descendons à l'Heptastome. Là, je te ferai le récit fidèle de tout ce que tu dois connaître pour me comprendre et pour m'absoudre. ”

Il rangea dans un coin de l'abside une poignée de brins d'osier et les quelques couffins qu'il avait fabriqués dans la semaine. Car le père Cléopas avait adopté le genre de travail humble, mais précieux pour la liberté de l'esprit, que les anciens solitaires avaient mis en honneur : il tressait des corbeilles d'osier. Puis il prit sa cruche, son grand bâton de prière, et nous descendîmes ensemble vers la vallée.

(A SUIVRE).

Jean VERNAY.

A travers les Faits et les Oeuvres

En Belgique et en France. — L'offensive des Alliés. — En Pologne. — Succès et revers russes. — La débâcle autrichienne en Serbie. — Sur mer. — La victoire navale des îles Malouines. — Une course hardie de croiseurs allemands. — Bombardement inutile de villes anglaises. — La session d'automne du parlement anglais. — Discours de M. Winston Churchill sur la marine et de M. Lloyd-George sur les finances. — Au Reichstag allemand. — Un milliard et quart de crédits pour la guerre. — Les audaces d'un chancelier. — M. Von Bethmann-Holweg démenti par les pièces diplomatiques. — Au parlement italien. — Une divulgation sensationnelle. — En France. — M. Ribot devant la commission du budget. — Les étonnantes ressources de la finance française. — La doctrine Monroe. — Aperçu historique. — L'Encyclique du Souverain-Pontife. — Le nouvel an.

SUR le théâtre occidental de la guerre, la situation ne s'est pas sensiblement modifiée depuis le mois dernier. Avances et reculs alternatifs sur tel ou tel point de l'immense front de bataille; çà et là, engagements plus vifs, suivis d'accalmies plus marquées : voilà le résumé des opérations en Belgique, en Flandre, dans l'Argonne et la Woëvre. Cependant certains indices tendraient à nous faire croire que la pression des Alliés devient en ce moment plus forte, que les offensives allemandes décroissent et que leur défensive faiblit. De jour en jour, l'ennemi doit se convaincre qu'il ne saurait percer jusqu'au Pas de Calais. Lentement, il perd du terrain en Belgique. Il en perd aussi vers la Lorraine et l'Alsace. En somme, les Alliés n'ont pas lieu d'être mécontents des semaines qui viennent de s'écouler.

Sur le théâtre oriental des hostilités, les succès et les revers se contrebalancent pour les Allemands et les Russes.

Ceux-ci, après avoir arrêté l'offensive victorieuse du maréchal Von Hindenburg, ont paru sur le point de la transformer en déroute désastreuse et d'enserrer leurs adversaires dans un formidable étau. Mais la lenteur du corps d'armée commandé par le général Rennenkampf a permis aux Teutons de se dérober à l'encerclement fatal, et la campagne s'est continuée dans une suite de combats meurtriers, au cours desquels les Russes ont dû évacuer la ville de Lodz, non fortifiée, l'une des plus peuplées et des plus riches de la Pologne. En Serbie, les Autrichiens ont été moins heureux que leurs alliés. Au commencement de décembre ils avaient fait leur entrée dans Belgrade et, forçant les Serbes à la retraite, ils avaient poussé leurs divisions jusqu'au coeur du pays ennemi, et annonçaient déjà la prochaine capture de Nish, siège actuel du gouvernement serbe. Ils comptaient sans la ténacité et la valeur désespérée de leurs adversaires. Ceux-ci, concentrant leurs forces, se sont rués sur le centre autrichien, l'ont enfoncé, ont battu leurs ennemis à Valievo et à Ushitzal, leur ont infligé des pertes énormes, leur ont fait trente à quarante mille prisonniers et leur ont enlevé un matériel de guerre considérable. Enfin, pour couronner le tout, ils ont repris Belgrade. Ces étonnants succès ont cruellement humilié l'Autriche.

Sur mer, la Grande-Bretagne a frappé un grand coup. Une escadre, composée de plusieurs de ses meilleurs navires, a atteint l'escadre allemande qui avait coulé bas deux cuirassés anglais, dans les eaux du Chili, et lui a livré bataille près des îles Malouines ou Falkland. L'amiral allemand Von Spee avait sous ses ordres les cuirassés *Scharnhorst* et *Gneisenau*, le croiseur protégé *Leipzig*, et les croiseurs *Dresde* et *Nuremberg*. Après un combat de quelques heures, le *Scharnhorst*, le *Gneisenau* et le *Leipzig* ont été coulés; le *Nuremberg* et le *Dresde*, très endommagés, se sont dérobés. Mais subsé-

quemment, le *Nuremberg* a été rejoint et coulé également, et le *Dresde* a été bloqué dans le détroit de Magellan. Cette victoire navale a rendu plus sûres les voies océaniques de l'Atlantique et du Pacifique, tout en affaiblissant considérablement la flotte allemande.

Cependant les amiraux du Kaiser ont voulu prouver que leurs navires ne sont pas condamnés à rester éternellement dans le canal de Kiel. Six ou sept de leurs plus rapides croiseurs ont pris la mer à la faveur d'une brume intense, se sont glissés inaperçus jusque sur les côtes nord-est de l'Angleterre, et ont lancé des bombes sur les villes de Hartpool, de Scarborough et de Whitby, auxquelles ils ont infligé quelque dommage. Puis ils se sont enfuis aussi rapidement qu'ils étaient venus, sans que la flotte anglaise ait eu le temps de les cerner. Cet épisode, qui fait honneur à la hardiesse et à l'habileté des commandants allemands, a fait sensation en Angleterre, dont les villes maritimes ne sont pas habituées à recevoir d'aussi désagréables visites. Il est à supposer que dorénavant l'Amirauté va redoubler de vigilance.

* * *

Comme tout le faisait prévoir, la session d'automne du parlement britannique a été très courte. Elle a duré à peine une quinzaine de jours, et a été prorogée le 27 novembre. Avant la prorogation, M. Winston Churchill a prononcé un important discours dans lequel il a passé en revue la situation navale. Au début de la guerre, a-t-il dit, les flottes anglaises étaient menacées par quatre périls. Il y avait d'abord la surprise, avant une préparation suffisante. Tout le monde sait que rien de tel ne s'est produit. Il y avait ensuite le danger causé par des croiseurs ennemis, qui pouvaient gagner les hautes mers et détruire le commerce. Cette appréhension

n'existe plus. On avait calculé que, durant les premiers mois, les pertes de la marine marchande seraient de cinq pour cent. Or le pourcentage actuel n'est que de 1.9 pour cent. En troisième lieu, on devait redouter les mines. L'ennemi a adopté des procédés qui semblaient interdits à une puissance civilisée. Cependant, si des pertes ont été subies, l'efficacité destructive des mines a été restreinte et, de jour en jour, rendue moins à craindre. Enfin, il fallait tenir compte de la menace perpétuelle des sous-marins. L'action de ces engins de guerre se produit dans des conditions tout à fait nouvelles. Ceux qui sont responsables de la marine anglaise s'en sont préoccupé. Et l'on peut affirmer avec satisfaction que la force sous-marine de la Grande-Bretagne est beaucoup plus considérable que celle de l'ennemi. On dira peut-être : Comment n'a-t-on pas obtenu plus de résultats? La réponse est facile : c'est que les cibles font défaut ; les cibles, c'est-à-dire les vaisseaux ennemis, qui jusqu'ici sont presque tous restés dans une inaction prudente.

Le premier lord de l'Amirauté a fait un résumé des pertes encourues respectivement par les flottes anglaise et allemande. Le nombre des sous-marins perdus de part et d'autre a été le même. Les contre-torpilleurs anglais ont manifesté une énorme supériorité d'armement, et il ne s'en est pas perdu un seul, tandis que les ennemis en ont perdu huit ou dix. Les Anglais ont perdu six de leurs plus anciens croiseurs cuirassés, et l'Allemagne en a perdu deux ⁽¹⁾ ; mais l'Angleterre en a un nombre deux ou trois supérieur à celui de l'ennemi. Dans la classe des croiseurs modernes, légers et rapides, la flotte britannique a perdu deux unités sur trente-six, et l'Allemagne six sur vingt-cinq.

(1) Lorsque M. Winston Churchill prononçait ce discours, la bataille navale des îles Falkland n'avait pas eu lieu. On sait que les Allemands y ont perdu deux grands cuirassés et trois croiseurs.

Pour l'avenir, les perspectives sont encore plus satisfaisantes, a déclaré le premier lord de l'Amirauté. Dans les prochains douze mois, l'Angleterre aura deux fois plus de croiseurs rapides que l'Allemagne. Quant aux Dreadnoughts, il a affirmé que celle-ci, à la fin de 1915, n'aura ajouté à sa flotte que trois de ces unités puissantes, lorsque la Grande-Bretagne en aura ajouté quinze à la sienne, de sorte qu'on pourrait dire sans exagération que cette dernière est en état de perdre un Dreadnought par mois durant un an, tout en se trouvant encore dans une situation supérieure à celle où elle était au moment de la déclaration de guerre. " Notre marine, s'est écrié M. Winston Churchill en terminant, a démontré son efficacité. Elle chasse des océans le commerce de l'Allemagne, elle empêche les ennemis de se procurer beaucoup d'articles requis par leur outillage de guerre et dont ils sentiront le besoin de plus en plus. Même si la Grande-Bretagne combattait seule, elle n'aurait pas raison de désespérer. Mais la France tient la Méditerranée, et le Japon, le Pacifique, pendant que se fortifie la flotte russe. Et ainsi, indéfiniment, nous pouvons continuer à recevoir de tous les points du monde tout ce dont nous avons besoin : nous pouvons continuer à transporter nos troupes partout où elles sont nécessaires, à poursuivre notre effort accru de mois en mois, jusqu'à ce que nous obtenions le résultat pour lequel nous luttons. "

Avant la prorogation, M. Lloyd-George, de son côté, a fait un long exposé de la situation financière. Le chancelier de l'Echiquier a démontré que la puissance financière de l'Angleterre repose sur des bases inébranlables. Il a estimé l'actif de la Grande-Bretagne à soixante-cinq milliards de piastres (\$65,000,000,000) et le crédit national à quatre-vingt-dix milliards (\$90,000,000,000). Il a annoncé à la Chambre que près de 100,000 souscripteurs se sont inscrits pour l'emprunt de \$1,125,000,000 que le gouvernement a né-

gocié. Depuis le commencement de la guerre, \$600,000,000 de lettres de change ont été escomptées par la Banque d'Angleterre.

Ces deux discours du premier lord de l'Amirauté et du chancelier de l'Echiquier ont donné un regain de confiance à l'opinion britannique.

La Chambre des communes s'est ajournée au 2 février, et la Chambre des lords au 6 janvier.

* * *

La session d'urgence du Reichstag allemand a suivi de près la clôture de la session anglaise. Elle s'est ouverte le 2 décembre. Son principal objet était de faire autoriser un nouveau crédit de guerre de 5,000,000,000 (cinq milliards) de marcs, soit \$1,250,000,000 (un milliard, deux cent cinquante millions de piastres). Ce crédit a été voté à l'unanimité, moins une voix, celle de M. Liebnecht, un leader socialiste, qui a été censuré par son parti.

Le chancelier Von Bethmann-Holweg a prononcé un discours dans lequel il a fait une charge à fond contre l'Angleterre. Il s'est efforcé de faire peser sur elle toute la responsabilité de la guerre. Il importe de citer ces affirmations audacieuses: " Pour nous, a dit le chancelier, la question de savoir sur qui retombe la responsabilité de la plus grande des guerres n'est pas douteuse. La responsabilité apparente incombe à ceux qui, en Russie, ont ordonné et exécuté la mobilisation de l'armée russe; mais c'est le gouvernement anglais qui en a la responsabilité réelle. Le cabinet de Londres pouvait rendre la guerre impossible s'il avait déclaré à Saint-Pétersbourg que l'Angleterre n'entendait pas que le conflit austro-serbe engendrât une guerre continentale. L'Angleterre connaissait les machinations belliqueuses d'un grou-

pe irresponsable, mais influent, qui entourait l'empereur russe. L'Angleterre savait de quel côté tournait la roue, mais elle ne plaça aucun obstacle sur son chemin. En dépit de toutes les assurances pacifiques, Londres informa Saint-Pétersbourg que l'Angleterre était du côté de la France, et conséquemment du côté de la Russie. " Il est toujours étonnant de constater avec quelle tranquille impudence certains hauts personnages peuvent violenter la vérité. Les documents diplomatiques, que le monde entier a pu lire, donnent à l'affirmation du chancelier allemand le plus éclatant démenti. Prenons par exemple la dépêche adressée le 24 juillet par Sir J. Buchanan, ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg, à Sir Edward Grey. Il y relate une conversation entre lui et le ministre des affaires étrangères de Russie, dans laquelle il rapporte les déclarations que lui a faites celui-ci au sujet de l'attitude de l'Angleterre : " Le ministre des affaires étrangères a exprimé l'espoir que le gouvernement de Sa Majesté ne manquerait pas de proclamer sa solidarité avec la France et la Russie... J'ai dit que je vous télégraphierais un rapport complet de cet entretien ; que je ne pouvais pas, sans doute, parler au nom du gouvernement de Sa Majesté, mais que, personnellement, je ne voyais pas qu'on pût raisonnablement attendre de ce gouvernement aucune déclaration de solidarité, comportant un engagement absolu d'appuyer la Russie et la France par la force des armes ; que la Grande-Bretagne n'a aucun intérêt réel dans les affaires de Serbie, et qu'une guerre en faveur de ce royaume ne serait jamais sanctionnée par l'opinion publique anglaise. " A cette communication Sir Edward Grey répond, le 25 juillet : " Vous avez parlé avec une correction absolue, dans une situation très embarrassante, en ce qui regarde l'attitude du gouvernement de Sa Majesté. J'approuve complètement ce que vous avez dit, suivant la teneur de votre télégramme d'hier, et je ne

puis promettre davantage au nom du gouvernement. Je ne considère pas que l'opinion publique voudrait ou pourrait sanctionner notre participation à une guerre au sujet de la querelle serbe (*Livre Blanc* anglais, numéros 6 et 24) ". Que devient, en présence de ces pièces authentiques et si catégoriques, l'affirmation du chancelier allemand : " Londres informa Saint-Pétersbourg que l'Angleterre était du côté de la France et, conséquemment, du côté de la Russie " ?

Mais ce n'est pas tout. Le 29 juillet, Sir Edward Grey a une entrevue d'une importance capitale avec M. Jules Cambon, l'ambassadeur français à Londres. Et que lui dit-il ? Que la Grande-Bretagne est du côté de la France dans le conflit imminent ? Que la France peut compter sur elle ? En aucune façon. Au contraire, il s'évertue à lui faire comprendre que l'Angleterre est libre, qu'elle ne se considère aucunement engagée à appuyer la France et la Russie, que la crise austro-serbe ne met nullement en cause les intérêts britanniques. Nous citons ses paroles : " J'ai dit à M. Cambon que je croyais nécessaire de lui déclarer que l'opinion publique ici, dans la présente crise, se plaçait à un point de vue bien différent de celui qu'elle avait adopté lors de l'imbroglio marocain, il y a quelques années. Dans le cas du Maroc, la France était directement et principalement intéressée dans la querelle provoquée par l'Allemagne en vue de l'écraser, et cela au sujet d'une question qui avait été l'objet d'un accord entre la France et nous. Dans la présente difficulté entre l'Autriche et la Serbie, nous ne nous considérons aucunement obligés d'intervenir. Même un conflit entre la Russie et l'Autriche ne nous paraîtrait pas devoir entraîner notre intervention. Ce serait alors une question de suprématie entre Teutons et Slaves — une lutte pour la domination dans les Balkans ; et notre préoccupation a toujours été d'éviter d'être impliqués dans une guerre ayant pour cause la question balkanique. Si

l'Allemagne et la France venaient à participer au conflit, nous n'avons pas encore décidé quelle serait notre action; il nous faudrait considérer la question. La France se trouverait alors entraînée dans une querelle qui ne serait pas sa querelle, mais dans laquelle, vu son alliance, son honneur et son intérêt la forceraient de s'engager. Nous sommes libres de tout engagement, et nous aurons à décider ce que les intérêts britanniques nous commandent. J'ai jugé nécessaire de tenir ce langage". Voilà comment l'Angleterre a déclaré qu'elle "était du côté de la France et conséquemment du côté de la Russie"! Cet exemple démontre quel mépris de la vérité affichent les hommes d'Etat germaniques dans leurs déclarations les plus solennelles.

* * *

Un épisode récent, qui s'est produit dans le parlement italien, a jeté un jour nouveau sur ce manque de sincérité et de loyauté dont sont coutumiers les gouvernants teutons. Le 6 décembre, à Rome, la Chambre des députés discutait une motion de confiance au gouvernement, proposée par l'amiral Bettolo. Après avoir formé une nouvelle administration, par suite de la démission de plusieurs ministres, M. Salandra, le chef du cabinet, avait convoqué le Parlement pour faire sanctionner les mesures prises depuis l'ouverture de la guerre continentale. Il venait d'expliquer à la députation que le gouvernement avait proclamé sa neutralité, après avoir examiné quelles étaient ses obligations d'après les traités, et après avoir constaté que ces derniers ne lui imposaient pas le devoir de prendre part au conflit. Les intérêts italiens commandaient cette attitude. Leur sauvegarde rendait, en outre, nécessaires des mesures destinées à mettre l'armée et la marine en état de faire face aux éventualités. L'amiral Bettolo proposait d'approuver ces déclarations.

Au cours du débat, l'ex-premier ministre, M. Giolitti, a révélé un fait dont la divulgation a produit une sensation profonde : " Je crois de mon devoir, a-t-il dit, de rappeler un précédent qui montre combien est justifiée l'interprétation du traité d'alliance, adoptée par le gouvernement au début de ce conflit. Durant la guerre des Balkans, le 9 août 1913, lorsque j'étais absent de Rome, j'ai reçu du marquis de San Giuliano (alors ministre des affaires étrangères) le télégramme suivant : " L'Autriche nous a communiqué, en même temps " qu'à l'Allemagne, son intention d'agir contre la Serbie, dé- " finissant une telle action comme défensive et nous sollicitant " d'y reconnaître un *casus foederis* (2) pour la Triple Al- " liance, ce que je considère inadmissible. J'essaie d'en arri- " ver à une entente avec l'Allemagne, afin d'unir nos efforts " pour arrêter l'Autriche. Mais il peut devenir nécessaire de " dire clairement que nous ne considérons pas l'action éven- " tuelle de cette puissance comme défensive et, conséquem- " ment, que nous ne saurions reconnaître l'existence d'un " *casus foederis*. Veuillez, je vous prie, me dire par télé- " gramme si vous approuvez ces vues. " Je répondis comme suit au marquis de San Giuliano : " Si l'Autriche marche " contre la Serbie, évidemment cela ne créera pas un *casus* " *foederis*. Ce sera un acte qu'elle accomplira pour son pro- " pre compte ; il ne sera pas défensif, parce que personne ne " songe à l'attaquer. Il est nécessaire de déclarer ceci à l'Au- " triche, de la manière la plus formelle, en espérant que l'Al- " lemagne s'emploiera à détourner cette puissance d'une " très dangereuse aventure. " Voilà ce qui fut fait, et notre interprétation du traité fut acceptée par nos alliés, avec lesquels nos relations amicales ne furent aucunement compromises. Ainsi notre déclaration de neutralité au début de ce

(2) C'est-à-dire un cas qui entraîne l'action commune des puissances alliées.

conflit est conforme à la lettre et à l'esprit des traités. Je rappelle cet incident pour démontrer aux yeux de l'Europe la parfaite loyauté de l'Italie. ”

Cette divulgation n'est-elle pas écrasante pour l'Autriche et pour son alliée l'Allemagne? Elle indique nettement qui a voulu la guerre et qui l'a préméditée. Dès le mois d'août 1913, un an avant les événements du mois d'août 1914, l'Autriche voulait donc attaquer la Serbie. Et, prévoyant que son action entraînerait fatalement une guerre générale, elle invoquait d'avance la solidarité de la Triplice. L'archiduc François-Ferdinand n'avait pas été tué alors, ce qui établit clairement que cet événement tragique n'a été, cette année, pour l'Autriche, qu'un prétexte. De quelle sinistre clarté la révélation de M. Giolitti éclaire les événements qui ont déchaîné sur l'Europe les horreurs dont nous sommes témoins ! Il y a un an, l'Autriche tramait l'attentat qu'elle a commis cette année ! Il y a un an, l'Autriche voulait se ruer sur la Serbie ! Il y a un an, l'Autriche préméditait la guerre ! Il y a un an, l'Autriche, comprenant la gravité de son acte et se rendant parfaitement compte que la Russie serait forcée d'intervenir, réclamait pour l'agression les concours qui ne lui étaient dûs que pour la défense ! Et l'Allemagne savait tout cela, depuis un an ! Et l'Allemagne était au courant des intentions périlleuses de l'Autriche, depuis un an ! Et l'Allemagne comprenait, aussi bien que l'Italie, que la guerre préméditée était offensive au premier chef ! Et cependant elle n'a pas arrêté l'Autriche, au mois de juillet 1914 ; elle s'est solidarisée avec le gouvernement austro-hongrois ! Elle a donc voulu la guerre, cette guerre qui a failli éclater au mois d'août 1913 et que sa complicité consciente, avertie, délibérée et déterminante, a déchaînée au mois d'août 1914. Voilà ce qui ressort inexorablement de la communication accablante faite au parlement italien par M. Giolitti.

Que valent, devant cette démonstration accusatrice, les protestations allemandes : " Cette guerre nous a été imposée ; c'est le gouvernement anglais qui en est réellement responsable. " A la lumière des faits et des informations précises, désormais accessibles à tous, il est difficile de lire sans irritation ces affirmations audacieuses. Elles sont démenties non seulement par les documents émanés des chancelleries alliées, par le *Livre Blanc* anglais, par le *Livre Orange* russe, par le *Livre Jaune* français, mais encore par le gouvernement d'une nation que les liens étroits d'une alliance vieille de trente-deux ans unissent aux deux empires germaniques. C'est leur partenaire de la Triplice, c'est l'Italie, qui leur crie : " Nous ne sommes pas tenus de vous appuyer, parce que la guerre que vous faites n'est pas défensive, elle est offensive. Vous n'êtes pas des attaqués, vous êtes des agresseurs. " Et rien ne saurait démontrer d'une façon plus péremptoire que cette effroyable guerre est " un crime coopératif ", non pas dans le sens indiqué naguère par M. Brailsford dans un article de la *Contemporary Review*, réfuté d'ailleurs par la même revue un mois plus tard ; un " crime coopératif ", non pas " des ambitions russes et des craintes allemandes ", mais des convoitises autrichiennes et de la frénétique mégalo-manie teutonne.

* * *

Après les parlements anglais, allemand et italien, le parlement français lui aussi a sa session de guerre. C'est à Paris que le gouvernement de la République a décidé de réunir les Chambres, affirmant ainsi que la capitale n'a plus rien à craindre de l'invasion germanique. Avant la reprise des travaux parlementaires, il y a eu une réunion préliminaire de la commission du budget, devant laquelle M. Ribot, le ministre

des finances, a fait un exposé de la situation financière. En voici un résumé. Lorsque la guerre a éclaté, le trésor français n'avait pris d'avance aucune mesure de prévision relativement aux dépenses que des hostilités avec l'Allemagne devaient lui faire encourir. Encore une preuve que la France n'avait pas prémédité la rupture! Cependant elle ne manquera pas de ressources pour soutenir cette guerre, qu'elle n'a pas provoquée, mais qu'elle est déterminée à poursuivre jusqu'au bout sans défaillance. Le 12 septembre, le trésor avait des bons en circulation pour 427,000,000 de francs (\$85,400,000). A la fin de novembre ce chiffre s'était accru jusqu'à 940,000,000 de francs (\$188,000,000). Le 3 décembre, le gouvernement a autorisé une augmentation d'émission jusqu'à un total de 1,400,000,000 de francs (\$280,000,000). C'est la Banque de France qui est le grand bailleur financier du gouvernement. Elle lui a d'abord avancé pour les frais de mobilisation 2,900,000,000, et la Banque d'Algérie 100,000,000 de francs, ce qui faisait un total de trois milliards de francs, ou six cent millions de piastres. Mais les dépenses de la campagne exigèrent bientôt de nouvelles avances, qui atteignent maintenant un total de 6,000,000,000 de francs, soit un milliard, deux cents millions de piastres. M. Ribot a demandé à la Commission de soumettre au Parlement un rapport approuvant cet arrangement avec la Banque de France, daté du 21 octobre 1914. Pour prouver une fois de plus la puissance extraordinaire de cette grande institution nationale, il a donné aux membres de la Commission budgétaire l'agréable information que la réserve en or de la Banque, au 10 décembre, trois mois après le commencement de la guerre, était plus élevée qu'au début. Non seulement la France s'est procuré sans difficulté les centaines de millions qu'il lui fallait pour conduire énergiquement les opérations de cette guerre gigantesque, mais de plus, comme l'Angleterre, elle a aidé les

nations qui combattent, où se préparent à combattre, pour la même cause. Elle a fourni à la Belgique 250,000,000 de francs, à la Serbie 90,000,000, à la Grèce 20,000,000, et à la banque du Monténégro 500,000 francs. Le ministre des finances a déclaré avec un patriotique orgueil que les ressources de la France sont telles qu'elle peut envisager sans aucune anxiété la prolongation de la guerre.

* * *

Du continent européen si nous revenons en Amérique, c'est encore de la guerre qu'il nous faut nous préoccuper, ou, plus exactement, de ses conséquences possibles pour les pays du nouveau monde, particulièrement pour le Canada et les Etats-Unis.

Quoique le théâtre des hostilités soit bien loin de nous, il n'en est pas moins vrai que le Canada est en guerre, comme tout l'empire britannique. Sans doute, tant que la situation restera ce qu'elle est maintenant, rien de plus improbable qu'une attaque de nos côtes et qu'une invasion de notre territoire par les Allemands. Mais, pour les fins d'une discussion théorique, on peut en faire la supposition. C'est ainsi que l'ancien président des Etats-Unis, M. William Taft, dans une conférence récente, a été amené à étudier quelle pourrait être l'application de la doctrine Monroe, si une flotte allemande parvenait à débarquer une armée sur le sol canadien. Il eût été surprenant que la fameuse doctrine n'eût pas fait une fois de plus son apparition.

Voici comment M. Taft a résolu le cas. Le débarquement de troupes au Canada par des ennemis de la Grande-Bretagne ne constituerait pas une violation de la doctrine promulguée par James Monroe; mais la tentative d'y établir un nouveau régime, une nouvelle forme de gouvernement, y

porterait atteinte. Comme interprétation du principe posé par le gouvernement américain il y a près d'un siècle, nous croyons que la thèse de M. Taft est juste. La doctrine Monroe n'interdit certainement pas à une puissance européenne de faire la guerre à un pays d'Amérique. Qu'est-ce donc, en réalité, que cette doctrine dont on parle tant ? Nous croyons à propos d'en donner ici un bref aperçu.

De 1811 à 1823, les colonies de l'Espagne, la Colombie, le Chili, le Pérou, et enfin le Mexique, s'étaient mises successivement en état d'insurrection contre la métropole. La lutte entre les troupes espagnoles et coloniales s'était poursuivie pendant plusieurs années avec des alternances de succès et de revers pour chaque parti. Finalement le gouvernement des Etats-Unis, après s'être longtemps abstenu, avait reconnu l'indépendance des colonies insurgées, dont l'attitude évoquait le souvenir de sa propre émancipation. Mais on commençait à se dire dans les chancelleries qu'une puissante intervention européenne allait changer la face des choses, que la Sainte-Alliance, formée après la chute de Napoléon par la Russie, la Prusse et l'Autriche, se proposait d'aider l'Espagne à écraser les insurgés, avec le concours de la France, qui venait de vaincre la révolution au-delà des Pyrénées et de rétablir l'autorité de Ferdinand VII. L'opinion américaine s'émut. James Monroe était alors le cinquième président des Etats-Unis. Il se trouvait en face d'une situation grave. Quelle attitude fallait-il prendre, devant une agression probable de l'Europe continentale contre les colonies dont les Etats-Unis avaient reconnu l'indépendance ? Monroe consulta Jefferson, ancien président, dont le prestige ne l'avait cédé naguère qu'à celui même de Washington. Le vieil homme d'Etat lui adressa une longue lettre dans laquelle se trouvait cet axiome : " Notre première maxime fondamentale doit être de ne jamais nous laisser entraîner dans les

querelles qui troublent l'Europe; la seconde, de ne pas souffrir que l'Europe se mêle des affaires de ce côté-ci de l'Atlantique. ”

Vers le même temps, M. Canning, ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne, l'un des hommes politiques les plus illustres de l'Angleterre au dix-neuvième siècle, prenait une attitude nettement hostile aux vues de la Sainte-Alliance et manifestait hautement sa sympathie pour les colonies espagnoles. Cette sympathie devait bientôt se témoigner par la nomination d'agents consulaires chargés de représenter auprès d'elles le gouvernement anglais. On a souvent prétendu que M. Canning n'avait pas été étranger à la détermination prise par le président des Etats-Unis.

Quoi qu'il en soit, le 2 décembre 1823, James Monroe adressait au Congrès le célèbre message qui contenait l'énoncé de la doctrine politique à laquelle il a attaché son nom. On y lisait le passage suivant : “ Dans les guerres entre puissances européennes, nées de difficultés qui ne regardent qu'elles-mêmes, nous n'avons pris aucune part, et notre politique est de pratiquer l'abstention... Mais nous sommes bien plus immédiatement intéressés, comme il est nécessaire, avec les mouvements qui se produisent dans cet hémisphère, et cela pour des raisons qui doivent être évidentes à tout observateur éclairé et impartial. Le système politique des puissances alliées est essentiellement différent à cet égard de celui de l'Amérique, et cette différence procède de celle qui existe dans leurs gouvernements respectifs... Nous devons en conséquence à la bonne foi et aux relations amicales qui existent entre les Etats-Unis et ces puissances de déclarer que nous devons considérer toute tentative de leur part pour étendre leur système à une portion quelconque de cet hémisphère comme dangereuse pour notre tranquillité et notre sécurité. En ce qui concerne les dépendances actuelles de telle ou telle

puissance européenne en Amérique, nous ne sommes pas intervenus et nous n'interviendrons pas. Mais pour ce qui regarde les gouvernements qui ont proclamé leur affranchissement, qui l'ont maintenu et dont, après mûre considération et conformément à la justice, nous avons reconnu l'indépendance, nous ne pourrions regarder toute intervention d'une puissance européenne quelconque, ayant pour objet soit d'obtenir leur soumission, soit d'exercer une action sur leurs destinées, que comme la manifestation d'une disposition hostile à l'égard des Etats-Unis." Dans le même message, après avoir mentionné les négociations entamées avec la Russie au sujet de l'Alaska, le président énonçait cet autre principe: " Les continents américains, par la condition libre et indépendante qu'ils ont conquise et qu'ils maintiennent, ne doivent plus être considérés comme susceptibles d'être colonisés à l'avenir par aucune puissance européenne. "

Voilà donc en quoi consiste la doctrine Monroe. Il nous paraît évident qu'elle ne s'opposerait aucunement à une attaque dirigée par l'Allemagne contre le Canada, dont les soldats vont combattre en Europe ceux du Kaiser. Mais elle serait contraire à l'établissement de la domination allemande sur notre pays, comme conséquence de la guerre. Ce fait ne signifie pas nécessairement que l'Allemagne victorieuse se laisserait arrêter par les protestations américaines.

Ce ne serait pas seulement la doctrine Monroe proprement dite qui serait violée par cette tentative de faire du Canada une annexe de l'empire d'Allemagne. Ce serait tout un ensemble de réclamations et de déclarations émanées du gouvernement américain, et qui se sont condensées un jour dans une formule que l'on a appelée " la doctrine Polk ". C'était en 1848. Les autorités du Yucatan proposaient de transférer la souveraineté de leur pays soit à la Grande-Bretagne, soit à l'Espagne. Le président Polk déclara que les Etats-Unis s'y

opposeraient énergiquement. "Nous ne pouvons pas consentir, dit-il, à un transfert de cette souveraineté à l'Espagne, à la Grande-Bretagne ou à aucun autre pouvoir européen."

En prenant cette attitude, Polk suivait, comme il le mentionnait lui-même, " la politique bien établie " des Etats-Unis. En 1802, Jefferson s'était énergiquement opposé à la cession de la Louisiane par l'Espagne à la France, et avait même menacé de faire la guerre pour l'empêcher. En 1808, il avait déclaré que, satisfait du *statu quo* quant au Mexique et à Cuba, colonies espagnoles, le gouvernement américain ne pouvait consentir à ce qu'elles devinssent dépendances de la France ou de l'Angleterre. En 1811, le Congrès avait adopté, relativement à la Floride, une résolution dans laquelle il était dit que les Etats-Unis " ne pouvaient voir sans inquiétude une partie quelconque de ce territoire passer aux mains d'un pouvoir étranger ". En 1823, John Quincy Adams, secrétaire d'Etat de Monroe, se prononçait contre la cession de Cuba à l'Angleterre, événement qui, disait-il, " serait contraire aux intérêts de cette Union ". Plus tard, Henry Clay, secrétaire du même John Quincy Adams devenu président, déclarait que les Etats-Unis n'avaient aucune objection à voir Cuba demeurer en possession de l'Espagne, mais " ne pouvaient la voir avec indifférence passer de la domination espagnole à celle de tout autre pouvoir européen, et ne sauraient consentir à l'occupation de ces îles (Cuba et Porto-Rico) par aucune autre puissance européenne que l'Espagne, sous quelque prétexte que ce fût ". Le président Polk avait donc raison de parler, à ce sujet, de " politique bien établie ", en 1848.

De tout ceci il résulte que, soit en vertu de la doctrine Monroe, soit en vertu de la doctrine Polk, les Etats-Unis devraient opposer une résistance énergique à l'occupation du Canada par toute autre puissance européenne que l'Angleter-

re. Hâtons-nous d'ajouter que notre pays tient à honneur de sauvegarder, par d'autres efforts et par d'autres mesures préventives que par l'application de la doctrine Monroe, le régime dont il jouit. Et faisons nôtre cette affirmation de la *North American Review*, qui a publié sur ce sujet un intéressant article, dans son numéro de décembre : " Il n'y a probablement pas une chance sur un million qu'on tente une occupation ou une cession de cette nature en ce qui regarde le Canada ou toute autre possession britannique. "

* * *

Au milieu du fracas des armes, la voix émouvante du Vicaire de Jésus-Christ s'est fait entendre à l'univers, pour lui parler de paix et de charité. La première Encyclique de notre très Saint-Père Benoit XV est admirable par l'élévation de la pensée et par la noblesse du langage. En lisant ces considérations si vraies, si profondes et si lumineuses, ces adjurations si paternelles et si éloquents dans leur magnifique simplicité, nous nous disions : " Non, le Pape ne meurt pas ; la " lumière du monde " brille toujours au Vatican. Puisse le monde consentir enfin à se laisser guider par elle ! "

* * *

Quand paraîtra le prochain numéro de notre *Revue*, une autre année aura commencé son cours. D'avance nous offrons nos souhaits les plus sincères aux fidèles lecteurs de cette chronique mensuelle dont nous poursuivons le labeur depuis quinze ans : *magnum aevi spatium*. A tous nous disons du fond du coeur : Bonne et heureuse année !

Thomas CHAPPAIS.

Québec, 22 décembre 1914.

Chronique des Revues

SOMMAIRE. — LE RETOUR À LA CULTURE FRANÇAISE (Article de M. René Doumic, de l'Académie française—*La Revue des Deux-Mondes*, 15 novembre 1914). — L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE PARIS ET LE MANIFESTE DES INTELLECTUELS ALLEMANDS (Communication officielle de l'Université catholique de Paris à l'Université Laval de Montréal—novembre 1914). — LE COMTE ALBERT DE MUN (Article de M. Frédéric Masson, de l'Académie française—*Le Gaulois*, 7 octobre 1914. — Lettre de M. François Veillot à *L'Action Sociale* de Québec, 19 novembre 1914). — LES CANADIENS FRANÇAIS D'ONTARIO (Allocution de Mgr Bruchési, archevêque de Montréal, 21 décembre 1914.—Appel de la Jeunesse catholique, Noël 1914).

LE RETOUR À LA CULTURE FRANÇAISE (Article de M. René Doumic, de l'Académie française — *La Revue des Deux-Mondes*, 15 novembre 1914). — La guerre, qui accumule tant de ruines en Europe, est aussi une cause d'embaras pour celui qui signe ici d'ordinaire la *Chronique des Revues*. On lui pardonnera de rapprocher un si petit malheur de ces désastres indicibles qui accablent le monde. Mais enfin, c'est ainsi. Beaucoup de nos sources d'information habituelles se trouvent taries. Et les ciseaux, ce commode instrument de tous les chroniqueurs passés et futurs, ne trouvent pas facilement à parfaire la besogne accoutumée. J'aurais certes encore de l'aise à les manoeuvrer si, comme dans ma dernière chronique (octobre 1914, p. 358), je m'arrêtais à parler de la guerre uniquement. Car tout ce qui nous reste de revues et de journaux est rempli presque complètement des choses de la guerre. Mais mon voisin de stage à la *Revue Canadienne*, M. Thomas Chapais, traite ce sujet, chaque mois, dans une vue d'ensemble si remarquable et si remarquée que je me sens gêné vraiment. Les plus éloquentes reproductions et les

meilleures pages des revuistes d'outre-mer risquent d'être moins goûtées à côté de ces aperçus précis et solides que la plume de notre collaborateur expose d'une façon si magistrale dans *A travers les faits et les oeuvres*. Pour cette fois, au moins, je ne parlerai donc pas de la guerre et, je le répète, cela ne laisse pas de me mettre dans un certain embarras.

Je ne parlerai pas de guerre. Au contraire je vais plutôt parler de vie et de formation à la vie. Nos lecteurs se rappellent peut-être un article, que j'avais l'occasion de citer ici, dans ma *chronique* de mai 1914 (p. 464), sur la valeur des études gréco-latines pour la formation de l'esprit humain. Je l'avais extrait, cet article, du *Rosaire*, de Saint-Hyacinthe, livraison de février. Son auteur signait—un nom de plume; je pense—Edouard Cartier. Eh! bien, M. Edouard Cartier, quel qu'il soit du reste, a dû lire avec un vif intérêt l'étude que je veux aujourd'hui signaler, qui traite du même sujet, et est signée par M. René Doumic, de l'Académie française. C'est une confirmation on ne peut plus autorisée de la thèse que soutenait l'écrivain du *Rosaire*: à savoir, la supériorité de la méthode gréco-latine pour la formation des élites. L'Université de Paris ayant décidé, malgré le désordre des choses voulu par la guerre, que, partout où cela était matériellement possible, la rentrée des cours se ferait, cet automne, à la date accoutumée, M. Doumic s'en réjouit, parce qu'il voit là un signe de force et de confiance en l'avenir. C'est que, dit-il en citant M. Croiset, nous avons, à l'heure actuelle plus que jamais, à soutenir et à défendre la civilisation française. Et M. Doumic en augure un *retour à la culture française* qui, selon lui—c'est du reste l'avis de tous les pédagogues sérieux—, s'impose impérieusement. Tout naturellement, cela l'amène à définir ce qu'il faut entendre par la culture française.

Ce qui la caractérise, c'est son idéalisme. Elle résume le long travail et l'effort continu que l'homme a fait à travers les siècles pour s'élever

au-dessus de lui-même. Aux civilisations antiques elle a emprunté ce qu'elles avaient de plus pur ; à leur héritage pieusement recueilli elle a joint le trésor de la pensée et de la sensibilité chrétiennes, et elle les a conciliés. Elle n'a rien ignoré, rien négligé, rien laissé perdre de tout ce qui, dans le monde moderne, a été pour l'homme un accroissement de dignité. Elle est très française, parce qu'elle sait le prix de ces vertus que rien ne remplace : l'amour de la patrie, l'attachement au sol natal, la tendresse familiale, la gratitude pour le passé, le respect de la tradition. Mais elle n'est si française que pour mieux mériter le droit d'être largement humaine.

Cette culture a trouvé son expression dans un enseignement : celui qui porte le nom de classique. Est-il besoin de définir cet enseignement plusieurs fois séculaire, et qui est le type même de l'enseignement français ? Avant tout, il est un enseignement de culture générale. Et ce mot doit s'entendre en un double sens. Cette culture est générale parce qu'elle donne à l'esprit des clartés de tout ; elle est générale parce que les connaissances qu'elle embrasse sont celles qui doivent être communes à tous. Cet enseignement met à sa base l'étude des langues et des littératures anciennes. Car il est impossible de bien écrire et même de bien parler le français si on ignore le latin, et de l'écrire ou de le parler avec un certain degré de délicatesse et de pureté si on ignore le grec. Les langues anciennes ont cet avantage, entre plusieurs, qu'elles sont une barrière contre l'invasion des langues étrangères modernes, au contact desquelles un esprit encore tendre risquerait de se déformer. Elles mettent à notre disposition le patrimoine de littératures qui ont réalisé la perfection. Elles nous introduisent ainsi naturellement dans notre propre littérature, qui, sans elles, serait inintelligible et nous deviendrait à nous-mêmes une littérature étrangère.

Dans cet enseignement, le principe actif appartient aux lettres, parce que l'objet de toute éducation est de préparer le jeune homme à la vie ; et les lettres sont le miroir de la vie. C'est à elles qu'est confié le soin de façonner l'esprit, parce que seules elles peuvent lui donner la souplesse et la variété des ressources, la finesse et la pénétration ; et que seules elles peuvent développer, dans un ensemble complet et dans un juste équilibre, toutes ses facultés, l'intelligence et la volonté, comme l'imagination et la sensibilité. Donc elles sont au centre de l'édifice. L'histoire et les sciences ne leur ont été ni sacrifiées, ni même subordonnées, mais elles sont groupées et ordonnées autour d'elles. Un tel enseignement, bien loin d'être

artificiel et arbitraire, est calqué sur la réalité et tient compte de toutes ses exigences. Car avant d'être un savant, un ingénieur, un médecin, un architecte, il faut être un homme. Et beaucoup mourront sans avoir jamais eu à utiliser les notions qu'enseignent la géométrie, l'algèbre et la chimie; mais tout au long de leur vie ils auront eu à dépenser ce trésor d'observation, de sagesse, de rêve, de poésie qui est enclos dans la littérature. C'est pourquoi l'enseignement classique a reçu des hommes reconnaissants le beau nom d'*humanités*. Il a traversé toute notre histoire, survécu à toutes ses tourmentes, et, l'une après l'autre, toutes les générations se le sont transmis. Il s'est accommodé de tous les régimes, et, France de Louis XIV ou France de la Révolution, il suffisait que ce fût la France pour qu'il s'accordât avec elle. Il n'a rien de contraire aux conditions d'existence des démocraties modernes, puisqu'il est accessible à tous; il n'est pas le privilège d'une élite, il est vrai seulement qu'il sert à former l'élite. Répandu dans cette élite tout entière, il se communique par elle à la masse et entretient ainsi dans toute la nation un même esprit. Quant aux services qu'il nous a rendus, est-il besoin de les énumérer? Il n'est que de voir le prestige dont jusque aujourd'hui l'esprit français n'a pas cessé de jouir à travers le monde.

Or, cette culture classique, qui a donné à travers le monde tant de prestige à l'esprit français, M. Doumic estime qu'on s'en était trop éloigné à l'Université de France, surtout depuis quinze ans. Et c'est l'enseignement secondaire qui avait le plus souffert. Nous regrettons de ne pas citer au complet la si forte argumentation de l'écrivain académicien. Quand il parle de ces travaux écrits, que multipliait l'ancienne Université, " compositions latines et françaises, vers et prose, narrations, discours, dissertations ", qui " forcent l'enfant — qu'ils soient bons ou mauvais — à mettre en oeuvre le savoir acquis, à dominer sa matière et à manifester quelque mérite personnel ", on sent qu'il parle de choses qu'il a appris à aimer et qu'il les regrette pour la jeunesse de son pays.

C'est cette ébauche de la personnalité qu'elle avait sans cesse en vue.

C'est à cet éveil de la personnalité qu'elle tendait sans cesse. Le jeune homme dont elle avait guidé l'enfance et l'adolescence, elle voulait qu'il eût appris non pas tant les lettres, l'histoire ou les sciences, qu'à être quelqu'un et à être lui-même... On m'objecte que si elle y réussissait avec quelques-uns, il y avait les autres, les médiocres et les mauvais, les indifférents et les réfractaires, l'armée des paresseux et des cancre. Mais ces autres-là, on les retrouvera toujours et partout pareils à eux-mêmes. Le mode d'enseignement n'y fait rien. Et ce n'est pas leur niveau qu'il faut prendre pour y abaisser la mentalité du pays. Je dirai plus. Sur ceux-là même qui semblaient s'en désintéresser, un enseignement facile, accessible à tous, souriant et humain, mettait quelque empreinte; collégiens ignorants, ils étaient de ces ignorants qui, plus tard, quand ils ne seront plus au collège, pourront devenir des lettrés.

Et alors M. Doumic fait le procès du nouveau système, celui des bifurcations, dont il a été tant parlé lors de l'enquête Ribot en 1901 ou 1902. Et c'est un dur procès que fait l'ami des " classiques " à ceux qui ont voulu des sciences et du pratique un peu partout. A quel résultat est-on arrivé ? A-t-on gagné quelque chose ? A-t-on perdu plutôt et beaucoup ? Lisez bien.

Sur le résultat, tout le monde s'accorde. Les jeunes gens savent-ils davantage et surtout savent-ils mieux les sciences ? Ce n'est l'avis ni des professeurs de sciences chargés de compléter leur éducation scientifique, ni des industriels consternés qu'au lieu d'ingénieurs il leur arrive aujourd'hui des contremaitres. Ils ne savent plus le grec et le latin, et peut-être en prenez-vous aisément votre parti. Mais ils ne savent plus le français. D'un bout à l'autre de la hiérarchie universitaire, et qu'il s'agisse des devoirs de classe, des copies de baccalauréat ou des épreuves d'agrégation, tous les examinateurs, tous les jurys s'accordent à reconnaître que les compositions prétendues françaises sont lamentables. On ne sait plus composer, ordonner un sujet, subordonner des idées; nul souci de la forme, une rédaction quelconque, ni précision dans les termes, ni goût, ni mesure, ni style. C'est ce qu'on a appelé la " crise du français ". La formule ayant défrayé beaucoup d'enquêtes et d'articles de journaux, les représentants de l'enseignement officiel ont affecté de n'en pas tenir

compte. Mais l'heure n'est plus à ces dédains transcendants. Trêve de sourires et d'ironies ! Tout se tient, les idées et les mots. La langue d'un peuple reflète son âme. Quand le langage s'altère, il y a lieu de s'inquiéter, de remonter aux causes du mal et de chercher si le cerveau lui-même ne serait pas atteint. Quand on écrit moins bien le français, c'est qu'on pense moins français.

Et la cause qui fait qu'on pense moins français, M. Doumic la voit dans l'infiltration étrangère, et surtout la germanique. Et c'est pourquoi il conclut, en s'adressant avec éloquence aux maîtres de l'enseignement français, "qu'il faut revenir à la culture française et faire reculer la culture allemande---comme les chefs de l'armée française font reculer l'armée allemande". Ah ! cette page est belle à lire, et nous savons plus d'un professeur de nos collèges, souvent méconnu et discuté par ceux-là même qui lui doivent, à lui et à sa méthode qui est la classique, d'être ce qu'ils sont, qui aimera à la lire en effet. Qu'ils la lisent donc, nos chers maîtres de Montréal, de Sainte-Thérèse, de l'Assomption ou de Joliette, et qu'ils se félicitent d'être, sur un champ plus modeste sans doute, mais en somme le même, en si flatteuse et si distinguée compagnie. Voici donc pourquoi M. René Doumic demande qu'on revienne à la culture française, c'est-à-dire à la vieille méthode classique gréco-latine :

Nous le demandons parce que l'avenir de l'esprit français en dépend. Cet esprit, dont nous sommes fiers et auquel, en tout état de cause, nous devons tenir, puisqu'il est nôtre et qu'il est nous-mêmes, ce serait une grave erreur de le considérer uniquement comme un don de la race, sans y voir aussi un produit de l'éducation. Il ne s'est pas fait en un jour et nous pouvons perdre un peu de lui tous les jours. Il n'est pas plus une création spontanée qu'il n'est un trésor intangible. Les qualités dont il est la réunion sont en partie le résultat d'une lente élaboration à travers les siècles, d'une discipline attentive et continûment observée. Il convient donc que l'enseignement aille dans leur sens, les favorise, les main-

tienne en nous et les y fortifie. Les contrarier et les combattre, ce serait une sorte d'impiété. Les défenseurs les plus acharnés des récentes méthodes universitaires ne contestaient pas qu'elles ne fussent au rebours de nos tendances naturelles. Et ils s'en applaudissaient, car, disaient-ils, elles font contrepoids : l'esprit français est brillant et léger — c'était déjà l'opinion de Mme de Staël —, un peu de lourdeur, d'où qu'elle vienne, ne lui fera pas de mal... C'est un argument qu'on ne verra plus repaître dans les discussions.

Nous le demandons, parce que l'avenir du caractère français en dépend. Entre les qualités intellectuelles et les qualités morales d'un individu ou d'un peuple, il n'y a pas de cloisons étanches. Le cerveau influe sur le coeur, si certaines pensées viennent du coeur. Nous sommes une nation chevaleresque ; c'est notre humeur, mais c'est aussi l'effet de cette culture désintéressée qui se poursuit. Nous avons la bravoure en partage. Le beau et le bien plutôt que l'utile nous charment. Vienne l'occasion, ceux même en qui on avait le moins soupçonné la flamme cachée se révéleront des héros. N'est-ce pas que Plutarque et Corneille nous ont été dès l'enfance des professeurs d'héroïsme ? Nous avons du bon sens et parfois nous l'aiguisons d'esprit. N'est-ce pas que, de Montaigne à La Fontaine et de Boileau à Voltaire, nous avons eu des ancêtres qui mêlaient à beaucoup d'esprit beaucoup de bon sens ? Nous détestons l'exagération, l'emphase et ce qu'on désigne aujourd'hui du nom de *bluff*. C'est que le premier trait de notre littérature est la simplicité. Nous sommes inaptes au mensonge. C'est que notre langue, la plus claire qui ait résonné aux oreilles des hommes, ne se prête pas à l'obscurité et aux détours de la trahison. Nous sommes humains. C'est que, de Platon et de Cicéron aux maîtres de la pensée chrétienne, les maximes qu'on a toujours offertes à notre méditation sont des maximes de haute sagesse et de bonté. Ainsi la France a inventé la culture française, et, en retour, elle est devenue, grâce à cette culture, la plus belle et la plus douce France...

L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE PARIS ET LE MANIFESTE DES INTELLECTUELS ALLEMANDS (Communication officielle de l'Université catholique de Paris à l'Université Laval de Montréal — novembre 1914). — Ce retour à la culture française que demande si éloquemment le distingué "cultivé" qu'est M. René

Doumic, ce n'est pas sans doute, le désormais fameux manifeste des intellectuels allemands qui le paralysera. Bien au contraire, il a produit en France, et ailleurs aussi, ce manifeste, une émotion qui n'est pas près de disparaître. La réponse du recteur et des professeurs de l'Université catholique de Paris le prouve surabondamment. Cette réponse, nous l'avons reçue à Montréal à la fin de novembre. Elle avait été publiée par *La Croix* de Paris le 19 novembre. L'exemplaire que nous tenons ne porte pas de date. Mais l'*acte* — car ç'en est un et qui compte — de nos anciens maîtres de Paris est évidemment de la mi-novembre. Nous nous faisons un devoir de le reproduire au moins en très grande partie, dans ce recueil de documents que constitue notre modeste *chronique des revues*. Quand les esprits se seront apaisés et que l'horrible guerre sera du domaine de l'histoire, on relira cette page avec émotion et avec profit. C'est encore ici la culture française qui se montre la supérieure.

Et de quoi donc s'agissait-il ? Quatre-vingt-treize représentants de la science et de l'art allemands, ainsi qu'ils se qualifient eux-mêmes, ont fait entendre un appel au monde civilisé pour justifier les Allemands, et de la guerre qu'ils ont déclarée et de la manière dont ils la font. Ce n'était vraiment pas faute de besoin. Car l'on sait de reste qu'on leur reproche, aux Allemands, bien des choses sur l'un et l'autre points. Et ils se sont mis *quatre-vingt-treize* à exécuter cette lourde tâche ! Il me semble que ce chiffre, à nous catholiques fils de France, paraît sinistre et sanglant depuis cent vingt-deux ans bientôt, depuis le 21 janvier 1793. Il le restera longtemps. Or ce manifeste des *quatre-vingt-treize* a cela de particulier qu'il se contente de nier : *Il n'est pas vrai que... Il n'est pas vrai que...* C'est un procédé commode dont font promptement justice les maîtres de l'enseignement catholique de Paris. Voici du reste leur réponse. Elle constitue, nous l'avons dit, et sera toujours, un terrible document.

Quatre-vingt-treize *représentants de la science et de l'art allemands*, ainsi qu'ils se qualifient eux-mêmes, ont adressé *un appel au monde civilisé* pour justifier les Allemands, et de la guerre qu'ils ont déclarée et de la manière dont ils la font. " Il n'est pas vrai, disent-ils, que l'Allemagne ait provoqué cette guerre. Il n'est pas vrai qu'elle ait violé criminellement la neutralité de la Belgique. Il n'est pas vrai que ses soldats aient porté atteinte à la vie ou aux biens d'un seul citoyen belge, sans y avoir été forcés par la rude nécessité d'une défense légitime. Il n'est pas vrai que ses troupes aient brutalement détruit Louvain. Il n'est pas vrai qu'elle fasse la guerre au mépris du droit des gens ; ses soldats ne commettent ni actes d'indiscipline, ni cruautés. Il n'est pas vrai que la lutte contre ce qu'on appelle le militarisme allemand ne soit pas dirigée contre la culture allemande, comme le prétendent nos hypocrites ennemis." Et ils demandent qu'on les croie, car leur voix est *la voix de la vérité*.

Parmi les signataires du manifeste, nous avons relevé avec une douloureuse surprise les noms de quelques théologiens et professeurs attachés par leurs croyances à la religion catholique. Aussi, nous croyons accomplir un devoir de notre fonction en formulant ici notre très expresse protestation contre les assertions de principes et de faits que les professeurs allemands ont cru pouvoir cautionner de leur signature et, en notre qualité de professeurs à l'Université catholique de Paris, au nom des facultés de théologie, de philosophie, de droit canonique et civil, de lettres, de sciences, groupées en cet établissement d'enseignement supérieur, nous affirmons que ces assertions sont contraires à la vérité et doivent être rejetées.

Nous ne rechercherons pas si cette protestation des représentants de la science et de l'art allemands est une oeuvre d'art. Il est sûr qu'elle n'est pas une oeuvre de science. La passion et le préjugé s'y montrent à découvert, excluant tout esprit critique. Ce que disent les ennemis ne saurait être que calomnies, mensonges, hypocrisie. Seuls les documents d'origine allemande méritent créance. Il faut poser en principe, malgré le démenti des faits les plus palpables, que les soldats allemands ne commettent ni actes d'indiscipline, ni cruautés. Il est impossible qu'ils aient fusillé des vieillards et des prêtres désarmés, souillé ou mutilé de pauvres innocents. Quand on ne peut nier les faits, comme la violation de la neutralité belge, l'incendie de Louvain ou de Senlis, le bombardement de la cathédrale de Reims, on rejette la faute sur les victimes. Pour preuve, l'affirmation des signataires doit suffire : leur voix n'est-elle pas la voix de la vérité ?

Eh bien, non ! Votre voix est celle de l'erreur, d'une erreur que nous nous refusons à croire volontaire. Et, pour prouver ce que nous affirmons, nous nous appuyons, nous, sur des documents diplomatiques publiés par les diverses puissances, sur des enquêtes conduites avec le plus grand souci de l'exactitude, sur ce que nous avons vu de nos yeux—documents qui établissent d'une façon péremptoire que l'Allemagne a prémédité la guerre et a fait échouer toutes les tentatives de conciliation ; enquêtes et constatations qui nous donnent le droit de protester de toutes nos forces, à la face du monde, contre les actes abominables par lesquels l'armée allemande a fait reculer la civilisation jusqu'aux *Invasions* des barbares.

Bombarder des villes ouvertes ; détruire systématiquement les usines et les habitations, soit en les bombardant sans nécessité militaire, soit en les incendiant méthodiquement avec des pulvérisateurs ou des pastilles fulminantes préparés à l'avance ; lancer du haut des ballons sur les quartiers pacifiques des villes ouvertes des bombes qui blessent ou tuent des femmes et des enfants ; contraindre des non-combattants et des femmes à marcher en tête des colonnes assaillantes afin de paralyser la résistance de l'adversaire ; prendre des otages par centaines et les rendre responsables de violations du droit des gens dont ils sont entièrement innocents et qui, le plus souvent, ne peuvent être reprochées à aucun citoyen ennemi, puisque, ou bien elles sont totalement imaginaires, ou bien elles ne sont que le moyen suprême de légitime défense d'une population victime des pires attentats ; fusiller ou emprisonner des prêtres, qui n'ont d'autre tort que d'être les chefs moraux du peuple catholique, et des maires qui, scrupuleusement respectueux des lois de la guerre, se bornent à défendre leurs concitoyens contre les violences injustes et les pillages ; usurper le drapeau de la Croix-Rouge pour transporter des soldats et des munitions, et bombarder au contraire les hôpitaux et les ambulances de l'ennemi couvertes de ce drapeau protecteur ; porter clandestinement les armes et déguiser en femmes les soldats qui ont caché leur fusil sous les plis de leurs jupons ; lever les bras pour faire signe qu'on se rend et fusiller à bonne portée les soldats qui approchent sans méfiance ; employer des balles dum-dum et des balles explosibles d'un poids inférieur à 400 grammes ; achever les blessés ; couvrir la haute mer de mines automatiques de contact qui " ne deviennent pas inoffensives dès qu'elles ont rompu leurs amarres " et qui, par suite, exposent aux pires dangers la navigation pacifique : tous ces méfaits, dont l'autorité militaire doit nécessairement accepter la responsabilité, sont des violations manifestes de la loi des na-

tions. On n'a pu justifier pour les excuser d'aucune provocation et le belligérant qui les a commises s'est déshonoré lui-même.

Le droit moderne de la guerre, chrétien dans ses origines, repose tout entier sur deux principes essentiels : le principe de la distinction entre les combattants et les non-combattants et l'affirmation que la guerre n'autorise pas le belligérant à faire à l'ennemi le plus de mal possible par tous les moyens possibles. Notre implacable ennemi se met en révolte ouverte contre ces deux règles primordiales et il est douloureux de constater que cette révolte n'est que le développement logique de son attitude au début des hostilités. N'a-t-il pas commencé la guerre en violant la neutralité de deux pays, le Luxembourg et la Belgique, dont il devait, par convention expresse, garantir l'indépendance et l'intégrité? Prétendre qu'il n'a fait que nous devancer, n'est-ce pas chose monstrueuse, alors que l'événement n'a que trop prouvé que notre frontière du nord n'avait pas même été mise en état de supporter le premier choc de l'ennemi et que toutes nos armées étaient à l'est ?

De tels actes violent non seulement la loi humaine, mais la loi religieuse, car l'Eglise, à travers les âges, a, dans sa morale, déterminé les conditions de la légitimité de la guerre et les maximes qui s'imposent à la conscience des belligérants. Il appartient à des professeurs catholiques de rappeler que, dès le dixième siècle, l'Eglise, par la belle institution de la *paix de Dieu*, poussa la première—et avec quelle vigueur!—l'humanité vers l'acceptation de cette " discipline de la violence " qui fut pour elle un des progrès les plus méritoires et les plus bienfaisants. Déjà, à cette époque, les conciles de Charroux et de Narbonne proclamaient que les clercs, les vieillards, les femmes, *les laboureurs* devaient être soustraits aux entreprises du belligérant, et cette protection s'étendait aussi aux animaux de labour et aux moulins. Ainsi le travail était protégé en même temps que la faiblesse, et la force commençait de reconnaître la maîtrise du droit.

Renoncer à ces règles, détruire de parti pris les temples de la science, de l'art et de la religion, aller, comme il est arrivé dans plusieurs églises, jusqu'à des attentats à proprement parler sacrilèges, c'est retourner à la barbarie, c'est même sortir du christianisme, invoquât-on mille fois le nom de Dieu pour couvrir ses actes.

Enfin, sans condamner en bloc toute la culture allemande, ainsi que tendent à le faire croire les auteurs du manifeste, sans méconnaître en particulier les services rendus par la science et l'érudition germaniques,

nous tenons cependant à montrer que les actes de violence contre lesquels nous protestons sont étroitement rattachés aux dangereuses doctrines dont l'Allemagne a été depuis un siècle le principal foyer. Que de fois l'Eglise mère et maîtresse nous a mis en garde, par la bouche de ses pontifes Pie IX, Léon XIII et Pie X, contre les erreurs d'origine étrangère, c'est-à-dire en fait germanique, qui tendaient à altérer, même dans des pays, comme le nôtre, de religion catholique et de culture latine, la véritable et saine doctrine catholique ! On ne voit que trop aujourd'hui la conséquence de ces erreurs. La philosophie allemande, avec son subjectivisme de fond, avec son idéalisme transcendantal, avec son dédain des données du sens commun, avec ses cloisons étanches entre le monde du phénomène et celui de la pensée, entre le monde de la raison et celui de la morale ou de la religion, n'a-t-elle pas préparé le terrain aux prétentions les plus extravagantes d'hommes qui, pleins de confiance en leur propre esprit et se tenant eux-mêmes pour des êtres supérieurs, se sont cru le droit de s'élever au-dessus des règles communes ou de les faire plier à leur fantaisie ? Kant n'a-t-il pas posé en principe que chacun doit agir de telle sorte que ses actes puissent être érigés en règle universelle, laissant à la conscience individuelle le soin de juger si la condition est remplie ? Hegel n'a-t-il pas affirmé l'équivalence ou l'identité du fait et du droit ? Nietzsche, quelques réserves qu'il ait faites sur la culture allemande, n'a-t-il pas, par sa théorie du surhomme, préconisé, avec un cynisme brutal, le droit de la force ? Le matérialisme sans vergogne du monisme évolutionniste, le panthéisme latent ou explicite des philosophes idéalistes et des théoriciens subjectivistes de la religion, au service l'un et l'autre de l'orgueil germanique, n'ont-ils pas concouru à présenter dans l'Allemand le type le mieux réussi de l'espèce humaine, devant qui tous les autres n'ont qu'à s'incliner, le type en qui le divin a trouvé sa plus haute réalisation ?

Produits eux-mêmes du tempérament intellectuel et moral des Allemands, tel que l'ont fait les quatre siècles écoulés depuis la Réforme protestante, ces principes ont à leur tour fortifié les tendances de ce tempérament, et leur influence s'est, plus ou moins, étendue à tous. Pour les hommes d'action, un traité ne sera qu'un *chiffon de papier* que l'on déchire au gré de ses intérêts ! Chiffon aussi, le droit des peuples faibles qui ont le malheur de gêner le progrès d'un grand Etat ! Chiffon, toutes les restrictions apportées, dans la guerre, au droit illimité de la force ! Et, loin de s'excuser d'agir d'après de tels principes, ils s'en feront gloire, à l'image du plus grand d'entre eux, Bismarck. Des hommes d'étude en

viendront à laisser entendre que tout ce que disent les Allemands est vrai, que tout ce qu'ils font est juste ! C'est la thèse des signataires du manifeste. Sachons-leur gré de ne l'avoir pas expressément formulée. Devant le monde civilisé, ils font profession de reconnaître le droit des gens et le droit de la vérité. C'est un hommage implicite à la valeur, à la puissance de l'absolu, peut-être une concession aux catholiques dont on a obtenu la signature. Mais que l'on y prenne garde ! Quand on prétend avoir raison à tout prix, quand on est si sûr de soi qu'il devient impossible de reconnaître ses erreurs et ses torts, quand on identifie ses propres idées avec le vrai, sa propre conduite ou celle des siens avec le juste, on n'est pas loin de méconnaître en pratique cet absolu que l'on admet en principe, on le plie à soi au lieu de se régler sur lui et on se fait la mesure des choses.

Les signataires du manifeste ont bien voulu parler au monde comme des hommes à des hommes. Mais ils ont trop montré qu'ils ne savent ni voir les faits qui les contrarient, ni reconnaître le droit qui les condamne.

Au nom du véritable esprit scientifique, nous démentons leurs assertions ; au nom du véritable esprit chrétien, nous les réprouvons et nous les dénonçons.

Avec l'approbation de Son Eminence le cardinal-archevêque de Paris, chancelier de l'Université catholique, et au nom de tous les professeurs :

Le recteur, ALFRED BAUDRILLART.

Le doyen de la faculté de théologie, J. BAINVEL.

Le doyen de la faculté de droit canonique, A. BOUDINHON.

Le doyen de la faculté de philosophie, E. PELLAUBE.

Le doyen de la faculté de droit, J. JAMET.

Le doyen de la faculté des lettres, H. FROIDEVAUX.

Le doyen de l'école des sciences, E. BRANLY.

LE COMTE ALBERT DE MUN (Article de M. Frédéric Masson, de l'Académie française—*Le Gaulois*, 7 octobre 1914. — Lettre de M. François Veillot à l'*Action Sociale* de Québec, 19 novembre 1914). — Cette belle réponse des maîtres de l'enseignement catholique français au manifeste allemand et ce superbe plaidoyer de M. René Doumic pour le retour à la culture française, nul n'y aurait applaudi davantage que M. le comte Albert de Mun, le grand catholique, dont notre col-

laborateur, M. Thomas Chapais, a déploré la mort dans sa chronique de novembre. M. de Mun est mort dans toute sa gloire (Bordeaux—6 octobre 1914). J'avais retenu plusieurs articles écrits au lendemain du jour fatal pour cette chronique, où si souvent j'ai eu l'occasion de citer quelques paroles tombées de la plume ou de la bouche, toutes deux si éloqu Coast, de M. de Mun. Mais il me faut me borner à deux, l'un écrit par M. Frédéric Masson, l'autre extrait d'une lettre de M. François Veillot. Naguère j'avais entendu le grand orateur à Reims, puis à Paris, aux Cercles ouvriers, et une autre fois à Montmartre. Quelle fête c'était pour le cœur et l'âme d'un croyant ! Que mon hommage, qui veut être avant tout modeste et respectueux, s'ajoute à tant d'autres. Voici l'article de M. Frédéric Masson.

Albert de Mun est mort ! — Il est mort la plume en main. — Tous les jours depuis deux mois, depuis la déclaration de guerre, il apportait aux patriotes le réconfort de sa parole, dont la magnificence et la conviction pénétraient au plus profond des âmes pour les exalter dans le devoir. — C'était un soldat et un chrétien : il tenait la plume comme il avait tenu l'épée. L'ardeur de ses convictions se colorait d'une chevaleresque courtoisie : même dans ses plus vives polémiques, il n'offensa jamais les adversaires. Ses convictions religieuses étaient si profondes, si sincères, si hautement affirmées, que les plus ardents dans la lutte contre le catholicisme les lui pardonnaient. Il avait figure de croisé et ceux qui se souvenaient de l'officier de cuirassiers et de ses discours d'il y a quarante ans en gardaient une impression ineffaçable. — Mais, à côté de ses croyances religieuses, Albert de Mun échauffait avec une égale passion ses croyances patriotiques. La vue si claire et si juste des périls que faisait courir à la France le service de deux ans obligea sa conscience à entreprendre une campagne dont le résultat fait autant d'honneur à son intelligence qu'au bon esprit de la nation. — S'il ne put apporter dans la discussion à la tribune tous les arguments qu'inspirait à ses justes inquiétudes la connaissance exacte des forces de l'adversaire, du moins dans les journaux, dans celui-ci en particulier, il sonna constamment le tocsin pour appeler aux armes les générations endormies dans le bien-être et pé-

nétreés par le pacifisme. Il réussit à les éveiller, mais par quelle continuité d'efforts ! Et comme à cette parole écrite, à laquelle la fragilité de sa santé avait réduit le merveilleux, l'inoubliable orateur, il eût préféré la parole ailée dont il avait, en grand artiste, étudié tous les mouvements, toutes les nuances et où il portait, avec un accent qui n'était qu'à lui, une sorte de grâce cavalière de gentilhomme. Du grand orateur, outre la période puissamment étendue, outre le développement d'une ampleur magistrale, outre tous les agréments d'une voix prenante et si distincte, si forte, qu'elle était recueillie dans tous les coins de la plus vaste salle, n'avait-il pas la noblesse de l'attitude, un port martial de tout le corps, une beauté de la tête qu'il est douloureux de rappeler, quelque chose qui était unique et qui ne saurait se renouveler ?

Lorsque la voix s'éteignit et que les médecins lui interdirent la tribune, il prit la plume, mais il demeura un orateur, il écrivit des discours : ils avaient une pareille éloquence et un même mouvement, ils étaient inspirés par les plus hautes et les plus nobles croyances : Dieu et la patrie.— Au temps de cette union patriotique qu'il avait recommandée si fortement et qu'il avait vu s'accomplir avec tant de joie, il n'est point de polémique qui puisse s'engager sur son cercueil : tous les partis salueront en Albert de Mun un grand Français et un grand chrétien. Mais il appartient peut-être à ceux qui l'ont approché de dire l'agrément de son esprit, le charme de sa conversation, l'aménité de son caractère. Partout où il passa, dans l'armée comme à la Chambre et à l'Académie, dans les réunions ouvrières dont il fut l'âme, dans les oeuvres dont il fut le bienfaiteur, dans son collège électoral de Morlaix où, depuis vingt ans, il fut constamment réélu, partout il traîna les coeurs après lui, comme le butin de sa conquérante et prestigieuse nature. — Conquérante, certes, et c'était pour maintenir et pour étendre cette conquête que, chaque jour, malgré la fatigue accrue, malgré les désordres d'une maladie qui l'étouffait, malgré les médecins interdisant toute émotion, chaque jour, il jetait aux quatre vents de France son vibrant appel. Ceux qui l'approchaient voyaient avec inquiétude l'amaigrissement de son visage, l'éclat de ses yeux, la nervosité de ses gestes. Il n'écoutait personne : il était à son article, comme il eût été au feu, et s'il tombe, c'est en soldat, au champ d'honneur ! — Puisse-t-il seulement avoir vu se lever, dans le ciel de vendémiaire, l'aube de la victoire prochaine !

Et voici la conclusion de la lettre de M. François Veillot

écrite de Paris (25 octobre 1914) à l'*Action Sociale* de Québec (19 novembre 1914).

Le gouvernement lui-même ne tarda pas à s'associer à l'admiration générale. Il venait de fonder, pour instruire, informer, fortifier nos soldats en campagne, un *Bulletin des Armées*: M. de Mun, ce "clérical", ce "réactionnaire", cet ennemi de la République, ce chef de l'opposition, fut un des premiers écrivains dont il réclama la collaboration. Quelques jours après, le ministère jugeait indispensable de s'entourer d'un conseil de personnages considérables et expérimentés: M. de Mun fut l'un des hommes politiques auxquels il s'adressa. Et l'historien du grand catholique pourra révéler toute l'activité secrète que M. de Mun déploya dans ce rôle nouveau, tout le travail et tout le bien qu'il accumula pendant les quelques semaines où il fut le collaborateur du pouvoir. Ses articles quotidiens n'étaient que la moindre occupation de ses journées remplies à éclater. Ai-je besoin d'ajouter que le militant chrétien fit profiter la religion de l'autorité qu'on accordait à sa personne? Un de ses premiers soins fut d'établir cette oeuvre des aumôniers volontaires, qui m'a fourni l'inoubliable consolation de travailler près de lui, sous ses ordres, au cours des dernières semaines de sa vie. Son insistance avait obtenu du cabinet l'autorisation de présenter des candidats, qui seraient acceptés de confiance et nommés, par le ministre, à des postes nouveaux que l'on créait pour eux. Et son dernier acte fut précisément d'enlever la promotion de dix-huit aumôniers supplémentaires ajoutés encore à la longue série de ceux qu'il avait fait partir aux armées. La dépêche, signée de son nom, qui m'apprenait ce nouveau succès, me parvint quelques minutes après la tragique annonce de sa mort. — Admiré et aimé du peuple comme des soldats eux-mêmes, auxquels il adressa, par l'organe officiel imprimé pour eux, de nobles et vibrants appels, consulté et écouté du gouvernement, quel grand rôle, quelle bienfaisante action pouvait accomplir encore cet illustre et superbe chrétien? Quelle n'eût pas été son influence au cours de cette guerre interminable, et plus tard, au lendemain des hostilités, quand la vieille politique essaiera de reprendre pied contre l'esprit nouveau? Il semblait donc qu'il fût l'homme providentiel, marqué par Dieu pour opérer le rapprochement décisif entre le peuple et le gouvernement et l'Eglise. Car, de toute évidence, et aux yeux de tous, il représentait l'Eglise et la religion. Son ardent et éclatant patriotisme n'avait effacé en rien, ni dans ses actions, ni dans l'esprit public, son catholicisme avéré, apostolique et conquérant. Oui,

encore une fois, c'était l'homme providentiel, à qui Dieu semblait réserver au faite de son admirable carrière d'être le grand réconciliateur de la France avec le ciel... — Mais Dieu n'a besoin de personne. Et M. de Mun est mort.

Cette mort, toutefois, grâce à la secrète et toute-puissante intervention de la puissance divine, qui seule sait jouer des existences humaines comme un artiste joue du clavier, cette mort achèvera les oeuvres et les leçons de cette vie. Enlevé brusquement au sommet de son oeuvre, au milieu d'un magnifique élan national et dans une véritable apothéose, Albert de Mun laissera certainement, dans la reconnaissance et dans l'imagination populaires, une trace ineffaçable. Longtemps après sa disparition, l'on suivra le sillage lumineux qu'il prolonge après lui. Cette mort d'ailleurs, connue de tous, en ses plus intimes détails, donne un exemple et une leçon qui couronnent la vie du " grand patriote ".

Nul n'ignore, en effet, qu'Albert de Mun est véritablement tombé sur le champ de bataille, ayant en pleine conscience et en pleine volonté sacrifié sa vie pour la France. Nul n'ignore que la maladie de coeur qui, depuis quelques années, l'écartait de la tribune, aurait dû également le tenir éloigné d'un surmenage intensif. Rien n'était plus propre à précipiter le dénouement fatal que ce travail incessant et fiévreux, poursuivi dans une émotion et une exaltation continuelles. Et M. de Mun le savait. Mais il savait aussi que son article quotidien soutenait, relevait des milliers d'âmes ; il savait que ses démarches de tous les jours auprès du gouvernement, sa correspondance quotidienne avec une foule de personnalités agissantes et d'oeuvres nécessaires, activaient singulièrement la flamme du patriotisme et les progrès de la religion ; il savait qu'en immolant sa vie goutte à goutte il contribuait éminemment au salut national. Et, sans se donner un instant de relâche, il persévérerait. Cependant, la maladie envahissante avançait vers les sources de la vie, multipliait dans cet organisme ébranlé les avertissements tragiques. Entre ses journées débordantes, il passait des nuits d'angoisse. Son sommeil, coupé d'étouffements, ne renouvelait plus ses forces épuisées. Il continuait quand même. Il mourut à minuit ; à dix heures du soir, il avait terminé son dernier article...

On sait cela ; et l'admiration, l'affection montent vers ce héros, de toutes les âmes françaises. Et nul n'a été surpris des honneurs exceptionnels rendus par le gouvernement de la République à cet homme qui, officiellement, n'était qu'un simple député de l'opposition. Car, en assis-

tant de sa personne aux funérailles de ce député de l'opposition, en s'y faisant accompagner de tous les ministres et de tous les ambassadeurs, le chef de l'Etat n'a fait que traduire le sentiment unanime de la nation en deuil. — Et ce jour-là, dans l'église tendue de noir, le Président de la République et tous les membres du gouvernement — qui veulent ignorer Dieu et qui se refusent à pénétrer dans les temples catholiques — assistèrent officiellement à une cérémonie religieuse. Albert de Mun, mort, avait opéré ce miracle, espéré et préparé par sa vie tout entière !

LES CANADIENS FRANÇAIS D'ONTARIO (Allocution de Mgr Bruchési, archevêque de Montréal—21 décembre 1914—Appel de la Jeunesse catholique—Noël 1914). — Devant la noble et grande figure de M. le comte Albert de Mun, comme devant celle d'un preux d'autrefois et d'un véritable chevalier de Dieu, on sent sourdre en son cœur le désir d'être meilleur et de faire soi-même, à son rang, si modeste soit-il, quelque chose pour la grande cause nationale et religieuse qui fut la sienne et qui est la nôtre, j'ai nommé la cause catholique et française. Et il est incontestable que tous les Canadiens français ont actuellement cette cause à défendre sous un aspect particulier : celui des écoles bilingues. A ce sujet, nous reproduisons ici l'allocution que Mgr l'archevêque Bruchési a prononcée au *Monument National* de Montréal, le 21 décembre au soir, lors de la grande assemblée convoquée par l'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française, et à laquelle l'honorable M. Belcourt, l'honorable M. Landry, M. Charron, d'Ottawa, et M. Henri Bourassa, de Montréal, ont aussi adressé la parole, et de même l'appel que les jeunes de l'A. C. J. C. viennent d'adresser au public canadien-français. Mgr l'archevêque a donné une direction aussi ferme et digne que délicate et prudente. Les jeunes, eux, font un appel des plus précis et des plus vibrants. Il nous paraît excellent de conserver ici ces documents d'une heure si grave dans l'histoire de notre race et de notre pays.

Voici d'abord le texte de l'allocution de Mgr Bruchési.

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes en présence d'une situation grave.

Si nous venons, Mgr l'évêque-auxiliaire, Mgr le vicaire-général et moi, à cette réunion dont l'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française a pris la généreuse initiative, c'est pour affirmer hautement que nous sommes en faveur de toute juste revendication.

Nous sommes loyaux et fidèles sujets de l'empire britannique. Nous l'avons prouvé dans le passé, et nous en donnons, aujourd'hui encore, d'irrécusables preuves. Nous apprenons et nous parlons la langue anglaise et nous ne négligeons rien pour la faire apprendre aussi parfaitement que possible par nos enfants. Mais le français a, sur cette terre du Canada, des droits indéniables. Ce fut la langue de notre berceau et nous y voyons la gardienne et la protectrice de nos croyances. Le français est parlé à la Chambre et au Sénat. Tous nos gouverneurs se sont fait un point d'honneur de le savoir parfaitement. Nous voulons et nous devons le conserver.

Et alors, au nom de quels principes serait-il banni des familles et des écoles? Certains actes regrettables sont à la veille de dégénérer en une guerre dont les conséquences peuvent être des plus désastreuses. C'est cette guerre que je voudrais voir éviter à tout prix. Canadiens d'origine anglaise et d'origine française, nous sommes faits, non pour nous combattre, mais pour nous unir et travailler ensemble au progrès et à la prospérité de notre patrie. Ah! que je voudrais être entendu de ceux qui ont en mains le pouvoir, pour les supplier de faire disparaître du milieu de nos populations qui pourraient être si heureuses toute cause et toute occasion de discorde. Cela serait si facile! Nous ne demandons que le respect des droits acquis et d'une légitime liberté.

Pour le moment, il ne s'agit pas simplement, à mon sens, d'une question particulière ou d'un règlement scolaire. C'est toute la question de la liberté de la langue française que j'ai en vue. Si cette liberté n'est pas reconnue, qu'on la réclame, qu'on la défende par tous les moyens que la légalité permet; mais toujours avec calme, sans blesser ou insulter aucun adversaire, avec le plus grand respect pour l'autorité religieuse et civile, comme il convient à toute noble lutte faite pour le triomphe de la justice et du droit. Oui, que la lutte soit digne et ferme. Si elle doit être longue, peu importe. J'ai foi dans l'avenir. Le triomphe est assuré et je l'attends. ⁽¹⁾

⁽¹⁾ A la suite de la publication dans les journaux de cette significative allocution, Mgr l'archevêque de Montréal a reçu de Son Eminence le cardinal-archevêque de Québec la lettre que voici :

Et maintenant, à la lumière de cette direction autorisée, lisons l'appel de nos patriotes et fiers jeunes gens.

Chers compatriotes,

Un groupe des nôtres, les Canadiens français de la province d'Ontario, se voient brutalement refuser, par une majorité intolérante, le droit de faire enseigner la langue française à leurs enfants dans les écoles qu'ils soutiennent de leur argent. Ils se défendent avec un courage et une ténacité également admirables. Après avoir protesté énergiquement, mais en vain, auprès du gouvernement, auteur de l'inique règlement 17, ils ont organisé ces magnifiques grèves d'écoliers contre l'injure de l'inspection protestant dans leurs écoles toutes catholiques. Quant aux ordonnances et réglementations dont la mise en vigueur rendrait impossible l'enseignement du français, ils les ignorent tout simplement et ils organisent l'enseignement dans leurs écoles sans en tenir compte.

A Sa Grandeur Mgr Paul Bruchési,
Archevêque de Montréal.

Monseigneur,

Les journaux m'ont apporté les échos de la belle et patriotique manifestation organisée récemment, par les soins de l'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française, dans votre ville épiscopale, et où l'on a vu figurer et sympathiser, dans une commune pensée de loyauté et de justice, les plus hautes personnalités ecclésiastiques et les hommes politiques les plus distingués.

C'est avec une satisfaction profonde que j'ai lu les discours prononcés en cette circonstance, et je félicite particulièrement Votre Grandeur d'avoir su interpréter, en un langage si ferme, et en même temps si pondéré, les nobles sentiments de notre clergé et de notre peuple, et d'avoir placé la question débattue sur son vrai terrain.

Ce n'est pas, en effet, d'un simple intérêt local qu'il s'agit. Nous sommes une confédération de provinces associées entre elles par des liens étroits. Cette situation crée entre les provinces soeurs et les citoyens qui les habitent une solidarité nécessaire. Et pas plus dans un corps moral que dans un organisme physique, l'on ne peut porter atteinte à l'une ou l'autre des parties composantes, sans que tout l'être composé en souffre.

“Le français, comme l'a dit très justement Votre Grandeur, a, sur cette terre du Canada, des droits indéniables”: droits conquis par l'effort le plus hardi et le travail le plus généreux, et consignés dans les pages les plus glorieuses de nos annales. On n'efface pas d'un trait de plume ces pages écrites avec le sang même des aïeux.

Toute race porte en elle-même des titres imprescriptibles qui l'autorisent à parler sa langue. C'est un penchant et un besoin inné qu'aucun

Leurs adversaires, est-il besoin de le dire, ne désarment pas. Ils ont même trouvé des alliés ou, pour mieux dire, des complices assez imprévus — et, forts de leur nombre et du pouvoir qu'ils détiennent, ils n'épargnent rien pour écraser nos compatriotes ontariens. Sans doute il leur faut pour cela fouler aux pieds le droit naturel et les traités qui portent la signature de leurs pères; mais qu'importe ! Un de leurs juges n'a-t-il pas dit récemment que le droit naturel devait céder devant la volonté du plus fort? Et quant aux traités, un Prussien n'a-t-il pas déclaré, récemment aussi, que c'était de simples bouts de papier dont il n'y avait pas lieu de tenir compte?

Voilà contre quels adversaires les Canadiens français d'Ontario doivent se défendre. La lutte dure depuis longtemps et coûte effroyablement cher. Ce sont les frais de propagande qu'il faut payer et qui montent vite, bien qu'une grande partie du travail se fasse gratuitement. Ce sont les paroisses pauvres qu'il faut aider à soutenir leurs écoles. Ce sont surtout les procès qui se multiplient et qui, ne devant avoir leur dénouement, pour la plupart, qu'au Conseil privé, entraînent des dépenses considérables. Or, pris dans leur ensemble, les Canadiens français d'Ontario ne sont pas riches et ils voient approcher avec terreur le moment où il leur faudra abandonner la lutte, faute de ressources.

gouvernement ne peut prudemment ignorer, et c'est un droit fondamental et primordial qu'aucune puissance humaine ne peut impunément violer. Je crois à une justice immanente, et je n'admets pas, aucun esprit sensé n'admettra, que, dans un pays civilisé comme le nôtre, la force du bras et du nombre doive être considérée comme le dernier mot des choses.

Notre constitution civile fait à la langue française une place officielle. Les hommes qui l'ont façonnée voulaient fonder parmi nous une nation unie et prospère. C'est méconnaître leurs vues, et c'est trahir la pensée de nos ancêtres politiques les plus illustres, que de chercher à étouffer sur les lèvres d'une classe de citoyens honnêtes et loyaux l'idiome qu'ils parlent et que prétendent parler leurs enfants, et qui a droit de cité dans les sphères les plus élevées du pays.

Et quelle langue, Monseigneur, veut-on bannir du domaine où se forme l'esprit et le cœur de l'enfance ? Celle-là même qui est la gardienne de nos croyances et l'instrument de notre culture. Nous comprenons certes, et nous nous expliquons sans peine, l'indignation que soulèvent, au sein de la minorité ontarienne, les mesures injustes et vexatoires dont elle se plaint. Ces mesures atteignent nos frères et coreligionnaires aux sources mêmes de leur vie intellectuelle et religieuse. Et si, par de tels actes, et aussi par notre apathie, cette vie catholique et française venait chez eux à s'éteindre, qui dira que les influences néfastes, coupables d'un pareil attentat, ne s'exerceraient pas un jour au cœur même de notre province ?

En différentes circonstances déjà, la province de Québec est venue à leur aide, mais les secours sont toujours restés en deçà des besoins. De nouveau ils s'adressent à nous : qu'allons-nous leur répondre ?

Les pères de la province de Québec, qui jouissent de l'inestimable privilège de faire donner à leurs enfants une instruction et une éducation de leur choix, vont-ils refuser de venir au secours des pères canadiens-français d'Ontario à qui l'on refuse cette liberté nécessaire ?

A cette époque " d'étreennes " ne ferons-nous pas leur part à de petits Canadiens français pour les aider à le demeurer ?

Dans le grand mouvement de charité qui nous entraîne au secours de tous les malheureux, nos compatriotes persécutés seront-ils les seuls auxquels nous refuserons de penser ?

Je m'abstiens de pousser plus loin ma pensée, et d'entrer plus avant dans ce problème troublant. C'est ma confiance, ma conviction même, que, grâce au bon vouloir et à l'intervention prudente de tous les hommes d'influence vraiment soucieux de la paix publique, là où les minorités souffrent et où l'injustice triomphe, des idées d'une politique plus juste et plus saine finiront bientôt par prévaloir. Il y va de l'union des races, du bon renom et de la grandeur de notre patrie.

Nous sommes, vous l'avez rappelé vous-même, Monseigneur, et nous avons toujours été depuis cent cinquante ans des sujets paisibles et loyaux de la couronne britannique. Nous respectons la langue anglaise; nous l'enseignons, nous la parlons au besoin; nous l'entourons, dans notre province, de tous les égards auxquels elle a droit, et il ne vient à l'idée d'aucun de nous de lui enlever la moindre de ses légitimes libertés. Nous ne croyons donc pas réclamer une faveur ni une chose inéquitable en demandant que le même sort soit fait à la langue des Laval, des Champlain et des Maisonneuve.

Si, ce qu'à Dieu ne plaise, l'épreuve imposée à nos frères ontariens devait se prolonger, ce sera le noble devoir de la province française et catholique de Québec d'appuyer de son influence et de toutes ses ressources ceux qui souffrent et ceux qui luttent, jusqu'à ce que pleine justice leur soit rendue.

Tels sont, Monseigneur, les sentiments qu'a fait naître en moi la lecture des magnifiques discours prononcés à Montréal le 21 décembre dernier; et le jour où des principes d'équité domineront et orienteront la politique de toutes nos provinces canadiennes sera pour notre patrie un jour de bénédiction et de salut.

Veuillez agréer, Monseigneur, avec mes félicitations, l'hommage de mon respect et de mon cordial dévouement.

L. N. Card. BÉGIN,

Québec, 29 décembre 1914.

Arch. de Québec.

L'Ontario français est un poste avancé qui garde les approches du vieux Québec : le laisserons-nous tomber sous les coups des nouveaux barbares qui le battent en brèche ?

C'est dans la lutte que se révèle la valeur des peuples. C'est à la façon dont ils relèvent une injure et repoussent une attaque hypocrite ou brutale que l'on reconnaît s'ils sont de noble race ou mûrs pour l'asservissement. Dans quelle catégorie faudra-t-il nous classer ?

Votre attitude à vous, qui nous lisez en ce moment, fournira l'un des éléments de la réponse que cette question appelle. Songez-y bien, et qui que vous soyez, prêtre ou laïque, homme, femme, ou enfant, riche ou pauvre, riche surtout, donnez promptement et généreusement pour la défense du parler français. L'intérêt national vous le commande et aussi l'intérêt religieux, car au Canada comme ailleurs, l'histoire est là pour le prouver, les gestes de Dieu s'accomplissent surtout par les Francs. Et d'ailleurs, l'un des persécuteurs ne l'a-t-il pas avoué : " Il n'y aurait pas de question bilingue dans la province d'Ontario si les Canadiens français n'étaient pas catholiques " ?

Catholiques et Canadiens français, retenons bien cette parole et donnons sans compter pour la défense de cette forme supérieure de civilisation que représentent nos compatriotes ontariens : la civilisation catholique et française.

Tel est le manifeste de nos jeunes amis. S'il est vibrant, il nous paraît digne et mesuré. Après la belle lettre du vénéré cardinal de Québec, dont nous n'avons pris connaissance qu'au moment d'aller sous presse, et que nous publions en note pour ne pas la retarder, lettre qui approuve et confirme si heureusement l'allocution de Mgr l'archevêque de Montréal, nos jeunes amis et aussi nos frères de l'Ontario ont lieu d'espérer que le mouvement national qu'ils organisent contre la violence et l'injustice aura des suites et que les droits acquis, sous la poussée de l'opinion la plus haute et la plus respectable, seront enfin reconnus.

Elie-J. AUCLAIR,

Professeur à l'Université Laval,
Secrétaire de la Rédaction.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

JOUBERT. *Textes choisis et commentés*, par Victor Giraud. 1 vol. in-8. *Bibliothèque française*. Prix: 1 fr. 50. — Librairie Plon-Nourrit et Cie, 8, rue Garancière, Paris (6e).

Avec une patience dans la reconstitution, une recherche passionnée de l'inédit, une indépendance de vues, qui rappellent les sûres méthodes de Sainte-Beuve, M. Victor Giraud s'est attaché, en une série d'oeuvres critiques et historiques, à évoquer en pleine lumière la personnalité et la pensée de Taine, de Pascal, de Chateaubriand, de Brunetière, etc. L'étude si neuve, si heureusement conçue, qu'il a consacrée, dans la *Revue des Deux Mondes*, à un *Moraliste d'autrefois*, d'après des papiers ignorés jusqu'ici, le désignait logiquement pour écrire, dans la belle collection de classiques dirigée par M. Fortunat Strowski, la monographie de Joubert, à qui l'élite des gens de goût et d'expérience souriante fait en ce moment un renouveau de succès. Elle réunit, sous une forme attirante, les enseignements les plus clairs et les plus décisifs qui ressortent de la vie de ce philosophe optimiste, qui suggère si fortement la nécessité de " vivre et de mourir aimable, si on le peut ", le sobre tableau de ses amitiés illustres avec les doctrinaires, Chateaubriand, Fontanes, Mme de Beaumont, Guéneau de Mussy, Molé, Mmes de Lévis, de Pastoret, de Guitaut, la définition exacte de ce que Joubert dut à l'influence directe des encyclopédistes, les détails les plus significatifs sur son existence intérieure.

* * *

LA ROCHEFOUCAULD. *Textes choisis et commentés*, par Georges Grappe. 1 vol. in-8. *Bibliothèque française*. Prix: 1 fr. 50. — Librairie Plon-Nourrit et Cie, 8, rue Garancière, Paris (6e).

L'auteur des *Maximes* nous étonne par une façon de comprendre la vie, une sensibilité, un désenchantement instinctif, qui semblent être de beaucoup en avance sur son siècle. La solide étude que lui a consacrée M. Georges Grappe, explique à merveille cet apparent paradoxe par l'examen détaillé, approfondi, de l'homme et de l'oeuvre. Nous pouvons suivre ainsi pas à pas La Rochefoucauld dans sa carrière agitée de frondeur, d'éternel opposant, dont les événements ont trahi à plaisir la secrète ambition. Il se raconte clairement aussi bien dans ses *Mémoires* que dans son *Apologie* et ses immortelles *Maximes*, où sa philosophie, d'un égoïsme supérieur et cruellement clairvoyant, prend une forme lapidaire.

* * *